

entrepreneuriat

actionnaires
rêve coopératives

régions ress

Investir vision
le Québec

PME transfert d'entreprises

mouvement

prospérité durable

coopératives de
travailleurs actionnaires

avenir

Le rapport financier intermédiaire comprend :

- > le rapport de gestion
- > le rapport de la direction
- > les états financiers vérifiés complets, incluant les notes et le rapport des vérificateurs
- > le relevé du coût des investissements à impact économique québécois
- > le relevé des autres investissements
- > le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires



Desjardins
Capital régional
et coopératif

Capital régional et coopératif Desjardins

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion intermédiaire complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers intermédiaires de la Société. Il explique du point de vue de la direction les résultats que la Société a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de la Société, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. La Société rejette toute intention ou toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir.

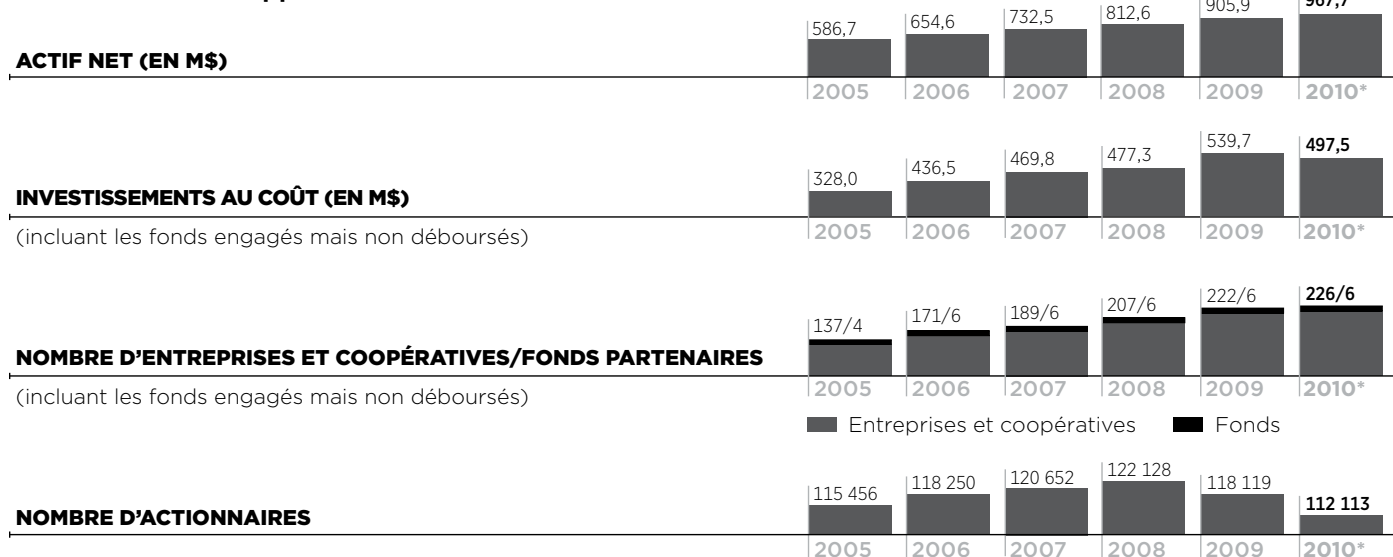
Vous pouvez obtenir les états financiers intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000 poste 2322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8 ou en consultant notre site (www.capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière annuelle.

Faits saillants financiers

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant la Société et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices ainsi que du semestre terminé le 30 juin 2010. Ces renseignements découlent des états financiers annuels et intermédiaires vérifiés de la Société.

Ratios et données supplémentaires



*Au 30 juin 2010 puis au 31 décembre de chaque année.

	30 juin 2010	31 déc. 2009	31 déc. 2008	31 déc. 2007	31 déc. 2006	31 déc. 2005
Produits (en milliers \$)	20 709	39 900	39 520	32 015	27 386	21 717
Bénéfice net (perte nette) (en milliers \$)	7 036	17 145	(29 347)	(22 243)	(10 238)	6 751
Actions en circulation (en milliers)	98 775	93 142	85 159	74 097	64 139	56 600
Ratio des charges totales d'exploitation (%)	2,8	2,8	3,1	3,4	3,5	3,6
Taux de rotation du portefeuille :						
> investissements à impact économique québécois (%)	6	9	9	11	7	17
> autres investissements (%)	77	84	83	33	38	47
Ratio des frais d'opérations ⁽¹⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Émission d'actions (en milliers \$)	109 719	129 443	126 440	101 763	79 544	100 605
Rachat d'actions (en milliers \$)	55 009	53 273	17 016	1 611	1 401	1 234
Juste valeur des investissements à impact économique québécois déboursés et engagés (en milliers \$)	462 972	465 228	412 854	434 406	419 571	313 466

⁽¹⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour la Société.

Variation de l'actif net par action

	30 juin 2010 (\$)	31 déc. 2009 (\$)	31 déc. 2008 (\$)	31 déc. 2007 (\$)	31 déc. 2006 (\$)	31 déc. 2005 (\$)
Actif net par action au début de la période/de l'exercice	9,73	9,54	9,89	10,21	10,37	10,25
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation	0,07	0,19	(0,35)	(0,33)	(0,17)	0,12
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,21	0,43	0,47	0,47	0,40	0,35
Charges d'exploitation	(0,14)	(0,27)	(0,30)	(0,35)	(0,34)	(0,33)
Impôts et taxe sur le capital	(0,03)	(0,06)	0,04	0,10	0,00	(0,04)
Gains (pertes) réalisés	(0,40)	0,13	(0,20)	(0,24)	(0,19)	0,16
Gains (pertes) non réalisés	0,43	(0,04)	(0,36)	(0,31)	(0,04)	(0,02)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00
Actif net par action à la fin de la période/de l'exercice	9,80	9,73	9,54	9,89	10,21	10,37

Sommaire

La Société a clôturé son premier semestre de 2010 avec un bénéfice net de 7,0 M\$ (6,9 M\$ pour la même période en 2009), soit un rendement non annualisé de 0,8 % (0,8 % au 30 juin 2009). L'actif net par action augmente ainsi à 9,80 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation au 30 juin 2010 comparativement à 9,73 \$ à la fin de l'exercice 2009. À titre indicatif, à ce prix de 9,80 \$, un actionnaire ayant investi il y a sept ans obtient un rendement annuel, compte tenu du crédit d'impôt de 50 % dont il a bénéficié, se situant entre 8,8 % et 9,4 % net d'impôt.

Le rendement de la Société s'explique principalement par la contribution des activités d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements. L'actif alloué à l'activité d'investissements à impact économique québécois vise la réalisation de la mission de développement économique auprès des régions du Québec et des coopératives. Il se répartit entre quatre lignes d'affaires et est composé essentiellement d'actions et de débentures. Cette activité affiche un rendement non annualisé de 2,6 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 comparativement à un rendement non annualisé de 1,6 % pour la même période un an plus tôt. La majorité des lignes d'affaires ont contribué à ce rendement, dont en particulier les catégories d'actif Rachat d'entreprises et Investissements majeurs qui ont bénéficié du contexte économique plus favorable au premier semestre 2010. Le coût des investissements à impact économique québécois réalisés ou engagés atteint 497,5 M\$, dont 439,6 M\$ ont été déboursés.

L'activité des autres investissements concerne le solde des fonds non investis auprès des entreprises partenaires. Ce portefeuille est constitué de façon à sécuriser le rendement de la Société et à assurer la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions et aux investissements. Il est composé essentiellement d'obligations et d'actions privilégiées. Cette activité a généré un rendement non annualisé de 2,3 % pour le premier semestre de 2010 comparativement à un rendement de 3,1 % pour la période correspondante de 2009. Ces rendements découlent principalement des anticipations du marché quant aux hausses des taux d'intérêt qui ont été réduites.

Au cours du semestre, les souscriptions au capital recueillies se sont élevées à 109,7 M\$ alors que les rachats d'actions ont totalisé 55,0 M\$. Depuis le début de l'admissibilité d'une partie des actions à un rachat au terme de leur période de détention minimale de sept ans, environ 39 % des actions admissibles ont été rachetées. L'actif net au 30 juin 2010 a ainsi atteint 967,7 M\$, en hausse de 6,8 % par rapport au 31 décembre 2009. Le nombre d'actionnaires au 30 juin 2010 était de 112 113, en léger recul de 5 % par rapport au 31 décembre 2009.

Contexte économique

Rétrospective pour le premier semestre de 2010

L'année 2010 avait débuté sur une note encourageante avec des croissances économiques assez robustes, surtout dans les pays émergents et en Amérique du Nord. La confiance semblait bel et bien revenue chez les investisseurs et les marchés boursiers nord-américains affichaient de bonnes performances.

Au printemps, le problème des finances publiques dans certains pays, notamment ceux du sud de l'Europe, a rapidement ramené le spectre d'une autre crise financière à incidence internationale et les doutes quant à la solidité de la reprise mondiale se sont installés de nouveau.

Malgré les perturbations causées par la crise dans certains pays européens, la croissance économique a été au rendez-vous aux États-Unis. La consommation a profité des baisses d'impôts et de l'augmentation des transferts par le gouvernement. Le marché immobilier a connu un certain regain grâce au programme de crédit d'impôt à l'achat d'une maison. Les événements en Europe n'ont pas indûment affecté l'activité économique américaine étant donné que les échanges commerciaux entre ces deux régions sont moins significatifs. Toutefois, la baisse des prix du pétrole et des taux obligataires qui s'en est suivie ainsi que le maintien des taux des fonds fédéraux à 0,25 % ont été favorables à l'activité économique. La création d'emplois du secteur privé est cependant demeurée anémique, ce qui a limité la remontée de la confiance des consommateurs.

Au Canada, la demande intérieure a propulsé la croissance du PIB réel à 6,1 % au premier trimestre de 2010. Les dépenses de consommation et des gouvernements ainsi que l'investissement résidentiel ont profité des faibles taux d'intérêt, de la forte création d'emplois et de la poursuite des plans de relance. Le huard a évolué dans une fourchette allant de 0,93 \$ US à un peu plus que la parité au cours des six premiers mois de 2010, au gré des variations des prix des matières premières, dont le pétrole, de la croissance économique canadienne et du billet vert qui a profité de sa qualité de valeur refuge lors de la crise en Europe.

Depuis l'été 2009, le Canada bénéficie de la plus forte croissance économique parmi les pays du G7. Dans un tel contexte, il n'a pas été étonnant de constater que la Banque du Canada a été la première banque centrale du groupe à décréter, le 1^{er} juin dernier, une hausse de ses taux directeurs de 0,25 %. Les obligations fédérales canadiennes ont bénéficié des turbulences de la première moitié de 2010. Celles qui comportent un degré de risque un peu plus élevé ont été moins favorisées. Les écarts de crédit se sont donc légèrement creusés pour les obligations provinciales et corporatives.

Comparativement à plusieurs autres provinces, le Québec, qui a moins souffert de la récession, a connu une reprise moins spectaculaire, mais contrairement au Canada et aux États-Unis, la province a déjà récupéré l'ensemble des pertes de production et d'emplois subies lors de la récession. Le Québec a donc déjà amorcé sa phase d'expansion qui se poursuivra au cours des prochains trimestres.

Perspective 2010

Il y a peu de doute quant à la solidité de la reprise économique actuelle aux États-Unis, mais les espoirs de la voir se poursuivre au même rythme sont plutôt minces. La faiblesse de la création d'emplois, le retrait d'importants programmes de stimulation et la force du billet vert qui frappera les exportations feront ralentir la croissance économique et repousseront les hausses de taux d'intérêt à 2011.

La performance de l'économie canadienne sera aussi ralentie en seconde moitié de l'année par la disparition de plusieurs éléments temporaires ayant stimulé le marché de l'habitation, par le relèvement des taux d'intérêt directeurs de la Banque du Canada, par l'atténuation de l'apport des gouvernements à la croissance

et par un taux de change qui reviendra au-dessus de la parité avec le billet vert. En effet, la remontée graduelle des prix du pétrole vers 88 \$ US le baril en fin d'année et des écarts de taux d'intérêt toujours grandissants entre le Canada et les États-Unis profiteront au huard. Les exportations internationales auront donc du mal à se relever rapidement, surtout dans un contexte où la demande de notre principal partenaire commercial tarde à se raffermir.

Le Québec subira les mêmes facteurs atténuants qu'au Canada, mais la phase d'expansion se poursuivra. L'amélioration du marché du travail repose sur des bases solides et continuera d'appuyer la consommation. Les entreprises devraient lentement prendre le relais au niveau des investissements non résidentiels, les gouvernements ralentissant le rythme de la mise à niveau de nombreuses infrastructures publiques.

Pour les obligations fédérales canadiennes, le resserrement monétaire pourrait se poursuivre entraînant alors au cours des prochains trimestres une hausse des taux court-terme. La progression des taux long-terme serait plus limitée étant donné l'influence des taux américains et la demande internationale pour les actifs canadiens. Les écarts de crédit avec les obligations provinciales et corporatives devraient se rétrécir graduellement au fur et à mesure que l'aversion pour le risque s'atténue.

Le marché du capital de risque au premier semestre 2010

À l'échelle du marché nord-américain, les États-Unis ont enregistré une intensité accrue au cours des deux derniers trimestres, tout comme au Canada où les investissements ont connu une croissance de 34 %, comparativement à la même période en 2009. Les investissements québécois ont pour leur part totalisé quelque 201 M\$, par rapport à 218 M\$ en 2009, représentant 33 % de l'ensemble des investissements canadiens.

Dans la majorité des cas, on remarque que les financements au Québec ont tendance à être pour des montants moins élevés, la moyenne s'établissant à quelque 1,8 M\$ à la fin juin, en comparaison à 2,4 M\$ en mars 2010.

Les investissements dans les secteurs traditionnels ont diminué en importance pour laisser la place aux sciences de la vie et aux autres technologies, notamment à cause de trois transactions en technologies propres réalisées au premier trimestre. Pendant que les technologies de l'information voyaient les montants investis diminuer de 50 % par rapport au même semestre en 2009, ceux des sciences de la vie augmentaient de 57 %.

Au cours du premier semestre de 2010, les fonds fiscalisés et les investisseurs étrangers ont été les plus actifs représentant respectivement 31 % et 29 % de tous les investissements, suivis des fonds privés indépendants avec 22 %.

Les transactions aux étapes d'expansion et ultérieures de développement ont repris leur position de tête avec 136 M\$ d'investissements représentant 68 % du total. Les étapes de démarrage et préliminaires de développement ont quand même profité de 45 M\$, mais sont en nette diminution par rapport au premier semestre de 2009 qui avait suscité 90 M\$ d'investissements.

À la fin de juin, les fonds engagés totalisaient quelque 576 M\$ en légère hausse par rapport à juin 2009. Depuis janvier 2010, les fonds du Québec ont représenté 40 % du total des nouveaux engagements.

Analyse de la performance financière par la direction

Capital régional et coopératif Desjardins a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins (« la Loi ») adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. Elle a été constituée à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, Desjardins Capital de risque inc., assure la gestion des activités de la Société.

La Société vise à participer à un Québec plus prospère en assurant un appui soutenu aux entreprises et coopératives, et ce, tout en tenant compte des réalités économiques régionales. Elle fait vivre l'esprit du milieu coopératif en contribuant à la continuité des entreprises et en faisant croître la richesse collective dans les régions.

Mission, objectifs et stratégies

La mission, les objectifs et les stratégies de la Société n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

Précisons toutefois que, depuis le 1^{er} janvier 2010, le gestionnaire de la Société a revu le regroupement administratif de ses équipes afin de se doter d'une structure optimale en termes d'efficacité et de contrôle des frais de gestion. Ainsi, il répartit dorénavant ses activités d'investissements à impact économique québécois en quatre lignes d'affaires se distinguant principalement selon les tailles d'entreprises et les catégories d'actif :

- > *Capital de développement* pour regrouper les activités régionales dont celles des régions ressources et des coopératives
- > *Rachats d'entreprises et Innovations technologiques* pour couvrir les investissements majeurs dont les rachats d'entreprises, et les coopératives de travailleurs actionnaires qui y sont associées, et ceux réalisés en technologies de l'information
- > *Capital de risque - Santé* pour regrouper les quelques investissements des sciences de la vie gérés en direct et ceux gérés par un gestionnaire externe
- > *Fonds* pour toutes les activités d'investissements effectués dans des fonds

Gestion des risques

Gouvernance des risques

Tout comme pour les actifs composant les différents portefeuilles, la gestion des risques est effectuée de façon globale et prend en considération tous les engagements contractuels de la Société. Conformément à sa politique sur la gouvernance, le conseil d'administration est appuyé dans l'exercice de ses responsabilités de contrôle et de surveillance par les quatre comités suivants : le comité exécutif, le comité de vérification, le comité de gestion des actifs financiers et le comité d'éthique et de déontologie. Ceux-ci se répartissent le suivi et l'encadrement des différents risques auxquels la Société est confrontée. Ils font régulièrement rapport de leurs activités au conseil d'administration et lui formulent les recommandations appropriées. Aussi, le gestionnaire assure une partie de la gouvernance des risques par l'entremise des comités d'investissement et du comité d'évaluation de portefeuilles, lesquels font rapport sur une base régulière au conseil d'administration.

Les rôles et responsabilités de ces différents comités n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

Note aux lecteurs

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie et les risques de liquidités ont été vérifiées par le vérificateur de la Société dans le cadre de la vérification des états financiers sur lesquels un rapport des vérificateurs a été émis le 19 août 2010.

Risques de marché

Il s'agit ici d'un risque lié à la participation de la Société aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par la Société. Les différents risques de marché ayant une incidence directe sur la Société sont énumérés ci-après :

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions importantes sur la valeur au marché des titres à revenus fixes détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées pour une juste valeur totale de 566,7 M\$ (466,4 M\$ au 31 décembre 2009).

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 70,6 M\$ (85,6 M\$ au 31 décembre 2009) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de la Société de les conserver jusqu'à échéance.

Les obligations nettes des engagements afférents à des titres vendus à découvert représentant une juste valeur de 473,5 M\$ (361,1 M\$ au 31 décembre 2009) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 13,9 M\$ du résultat net représentant une baisse de 1,4 % du prix de l'action de la Société au 30 juin 2010 (9,6 M\$ pour 1,1 % au 31 décembre 2009). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné la hausse du résultat net de 14,6 M\$ représentant une hausse de 1,5 % du prix de l'action (10,0 M\$ pour 1,1 % au 31 décembre 2009). Compte tenu que la Société apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les actions privilégiées d'une juste valeur de 22,6 M\$ (19,7 M\$ au 31 décembre 2009) peuvent également être touchées par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation parfaite entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur des actions privilégiées. Aussi, le risque de taux d'intérêt lié aux actions privilégiées est faible compte tenu des montants en jeu.

Il n'y a pas de risque de taux d'intérêt associé aux titres acquis en vertu de conventions de revente ni aux titres vendus en vertu de conventions de rachat, leur prix de cession ou de rachat étant déterminé au moment de la transaction initiale.

L'encaisse porte intérêt au taux moyen pondéré de 0,46 % (taux moyen pondéré de 0,21 % au 31 décembre 2009). Les comptes débiteurs et les comptes créditeurs et charges à payer ne portent pas intérêt.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour la Société. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 30 juin 2010, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions dans quatre entreprises cotées pour une valeur de 4,7 M\$ représentant 0,5 % de l'actif net (cinq entreprises d'une valeur de 3,6 M\$ au 31 décembre 2009 représentant 0,4 % de l'actif net). Ainsi, une hausse ou une baisse de 10 % des marchés boursiers aurait eu comme incidence une augmentation ou une diminution du résultat net de la Société de 0,4 M\$ respectivement (0,3 M\$ au 31 décembre 2009).

Avec l'approche globale utilisée par la Société pour la gestion de ses actifs, l'incidence de ces risques et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de devises

L'évolution de la devise a une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de la Société. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des investissements évalués tout d'abord en devise étrangère puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Ces investissements dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère représentent une juste valeur de 60,9 M\$ soit 6,3 % de l'actif net au 30 juin 2010, comparativement à 53,4 M\$ soit 5,9 % de l'actif net au 31 décembre 2009.

La Société a implanté en 2008 une directive visant la couverture systématique du risque de devises relatif aux investissements évalués en devise étrangère. Une marge de crédit de 5 M\$ a été accordée à la Société pour ses transactions sur contrats de change. Au 30 juin 2010, la Société détient des contrats de change en vertu desquels elle devra livrer 56,6 M\$ US le 30 septembre 2010 au taux de 1,06005 \$ CA/\$ US.

L'exposition nette de la Société aux monnaies étrangères est ainsi limitée à seulement 0,7 M\$ (7,6 M\$ au 31 décembre 2009). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de la Société.

Risque de crédit et de contrepartie

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, la Société est exposée au risque de crédit lié au risque de pertes financières d'une entreprise partenaire. En diversifiant ses investissements par secteur d'activité, par stade de développement et par type d'instrument financier, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, la Société restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

La Société n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

Au premier semestre de 2010, la Société a remplacé son système informatisé de cotation par RiskAnalyst, de Moody's. Ce nouveau système permet d'obtenir une évaluation plus objective du risque de crédit, un suivi plus étroit des dossiers à haut risque et une amélioration de l'efficacité opérationnelle.

Les investissements sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères définis par le système. Par la suite, les entreprises se retrouvant avec une cote 7 et plus, font l'objet d'une révision mensuelle, afin de les répartir entre les cotes 7 à 12.

Les investissements à impact économique québécois sont répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

				Au 30 juin 2010	Au 31 décembre 2009
Cotes 2010	Cotes 2009			(en milliers \$)	(en milliers \$)
1 à 6,5	1 à 4	Risque faible à plus élevé que la moyenne		326 035	332 224
7 à 9	5	À risque		58 305	58 798
10 à 12	6 et 7	À haut risque et en insolvabilité		20 742	10 299

Pour le portefeuille des autres investissements, ces risques sont gérés par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant une cote de crédit équivalente à la cote BBB de Standard & Poor's ou DBRS ou mieux. Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de la Société lors de transactions au comptant, de même qu'au moment des opérations d'achat-rachat.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs) :

	Au 30 juin 2010		Au 31 décembre 2009	
	% de la catégorie d'actif	% de l'actif net	% de la catégorie d'actif	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois	28,4	11,9	28,5	12,6
Autres investissements*	72,9	41,0	64,1	33,1

* Les émetteurs gouvernementaux représentent 87,1 % (86,4 % au 31 décembre 2009) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration de crédit.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Caisse centrale Desjardins.

Risque de liquidités

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, la Société se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendante des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter, lorsque la capitalisation de la Société aura atteint sa taille maximale, 35 % à 40 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations est égale à l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, la Société peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque.

Résultats d'exploitation Résultat net et rendement du fonds

La Société affiche un bénéfice net de 7,0 M\$ pour son premier semestre terminé le 30 juin 2010, soit un rendement non annualisé de 0,8 % comparativement à un bénéfice net de 6,9 M\$ (rendement non annualisé de 0,8 %) pour la même période en 2009.

La stratégie de répartition d'actif permet à la Société de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré limitant ainsi sa volatilité, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa mission de contribution au développement économique des régions du Québec et des coopératives. En période de fluctuations importantes des marchés, la Société devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

La performance de la Société provient essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des contributions non annualisées respectives de 1,2 % et 1,3 % pour le premier semestre de 2010. Les charges, nettes des frais d'administration, ainsi que les impôts et taxe sur le capital complètent le rendement de la Société avec une contribution négative de 1,6 %.

Rendement par activité	30 juin 2010				30 juin 2009			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois
	M\$	%	%	%	M\$	%	%	%
Investissements à impact économique québécois	403	43,8	2,6	1,2	355	43,0	1,6	0,7
Autres investissements et encaisse	517	56,2	2,3	1,3	471	57,0	3,1	1,7
	920	100,0	2,5	2,4	826	100,0	2,4	2,4
Charges, nettes des frais d'administration			(1,3)	(1,3)			(1,4)	(1,4)
Impôts et taxe sur le capital			(0,3)	(0,3)			(0,1)	(0,1)
Rendement de la Société			0,8	0,8			0,8	0,8

Rendement par catégorie d'actif	30 juin 2010				30 juin 2009			
	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois	Actif moyen sous gestion	Pondération	Rendement non annualisé 6 mois	Contribution non annualisée 6 mois
	M\$	%	%	%	M\$	%	%	%
Investissements à impact économique québécois								
Capital de développement	149	16,1	0,2	0,1	131	15,8	6,8	1,1
Rachats d'entreprises et innovations technologiques								
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	123	13,3	8,0	1,1	93	11,3	4,4	0,5
Innovations technologiques	51	5,6	(1,1)	(0,1)	57	6,9	(1,9)	(0,1)
	174	18,9	5,3	1,0	150	18,2	2,0	0,4
Capital de risque - Santé	27	3,0	4,6	0,1	26	3,2	(13,3)	(0,5)
Fonds	53	5,8	(0,8)	0,0	48	5,8	(4,8)	(0,3)
Autres investissements et encaisse								
Obligations, actions privilégiées, marché monétaire et encaisse	516	56,1	2,3	1,3	466	56,5	3,1	1,7
Fonds de fonds de couverture	1	0,1	12,1	0,0	5	0,5	0,2	0,0
	920	100,0	2,5	2,4	826	100,0	2,4	2,4

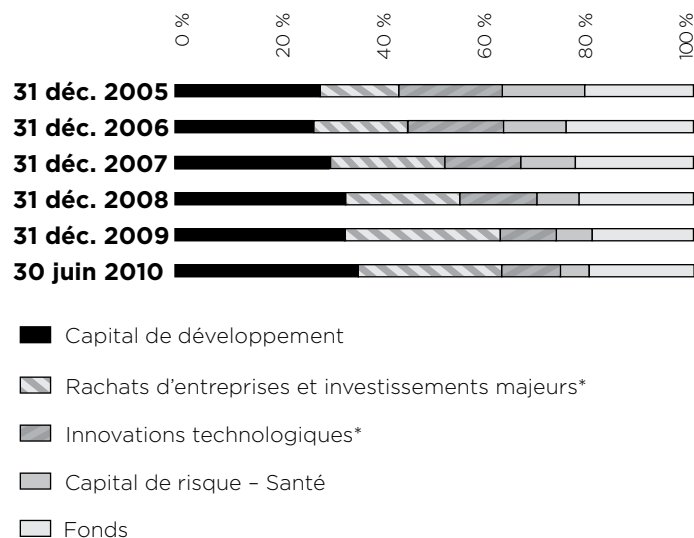
Investissements à impact économique québécois

Des investissements de 32,5 M\$ réalisés au cours du premier semestre de 2010 ainsi que des produits de cession de 28,2 M\$ et des pertes de 1,5 M\$ ont eu pour résultat un portefeuille d'investissements dont la juste valeur totale, incluant les contrats de change, atteignait 404,8 M\$ au 30 juin 2010 (402,0 M\$ au 31 décembre 2009).

Le gestionnaire de la Société répartit ses activités d'investissements à impact économique québécois en quatre lignes d'affaires. Au besoin, le gestionnaire accentue son développement des affaires dans certains secteurs d'activité économique ou lignes d'affaires afin de procéder au balancement de ce portefeuille. La gamme des instruments financiers utilisés peut également différer afin de générer à la fois un rendement à court terme et un rendement à long terme pour les actionnaires de la Société.

L'appréciation de la diversification du portefeuille doit se faire en ajoutant les fonds engagés mais non déboursés au solde des investissements à la juste valeur. Au 30 juin 2010 et aux 31 décembre des cinq derniers exercices, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois se répartissait ainsi par ligne d'affaires :

Investissements et fonds engagés non déboursés à la juste valeur par ligne d'affaires 2005-2010 (en %)



* Compte tenu du profil hétérogène de la ligne d'affaires Rachats d'entreprises et Innovations technologiques, les deux catégories d'actif qui la composent sont présentées séparément afin de mieux refléter les activités de la Société.

L'activité d'investissements doit également être mesurée en y incluant la variation des fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 57,9 M\$ au 30 juin 2010, en baisse de 6,0 M\$ par rapport au 31 décembre 2009. Au cours du semestre terminé le 30 juin 2010, les nouveaux engagements ont été de 26,5 M\$ comparativement à 22,8 M\$ pour la même période en 2009. Des investissements de 32,5 M\$ en 2010 complètent cette variation.

Les engagements totaux au coût au 30 juin 2010 s'élevaient à 497,5 M\$ dans 232 entreprises, coopératives et fonds, dont 439,6 M\$ ont été déboursés dans 226 entreprises, coopératives et fonds en portefeuille.

Contribution générée par les investissements à impact économique québécois (en milliers \$)

	Semestre terminé le 30 juin 2010	Semestre terminé le 30 juin 2009
Produits	12 331	11 359
Gains (pertes)	(1 524)	(5 420)
	10 807	5 939

Les produits sont composés des intérêts, dividendes et honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois. L'augmentation des produits s'explique essentiellement par la hausse du solde moyen des débetures.

La Société comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées à chaque année soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre. La revue du 30 juin 2010 a entraîné un ajustement de l'évaluation de 62 investissements pour une baisse de valeur non réalisée de 1,5 M\$. Les sociétés publiques incluses au portefeuille, dont la juste valeur déterminée en fonction de prix cotés sur des marchés actifs représente 4,7 M\$ au 30 juin 2010, ont généré une baisse de valeur de 0,4 M\$ au cours du semestre. Pour cette même période, les cessions et radiations d'investissements à impact économique québécois et de contrats de change entraîne une perte réalisée de 40,5 M\$ et un gain non réalisé de 40,9 M\$, pour un impact net sur les résultats à la hausse de 0,4 M\$.

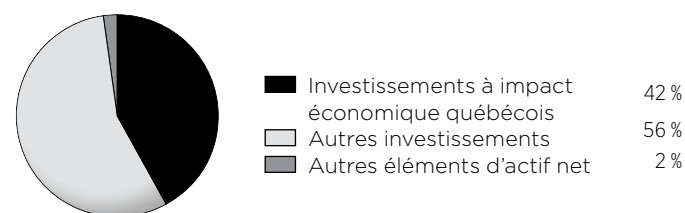
En considérant l'ensemble des incidences, la Société a enregistré aux résultats du semestre une perte réalisée et non réalisée de 1,5 M\$ comparativement à une perte de 5,4 M\$ pour la même période en 2009. L'impact négatif de ces variations de la juste valeur du portefeuille d'investissements à impact économique québécois sur les résultats de la Société se résorbe graduellement, signe que ce portefeuille devient plus mature et que sa répartition d'actif est plus équilibrée.

Au 30 juin 2010, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est maintenu à un niveau satisfaisant et comparable à celui observé au 31 décembre 2009.

Autres investissements

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

Répartition de l'actif net au 30 juin 2010



Au 30 juin 2010, le portefeuille des autres investissements de la Société, net des engagements afférents à des titres vendus à découvert, incluant l'encaisse ainsi que les titres acquis en vertu de conventions de revente et les titres vendus en vertu de conventions de rachat mais excluant les contrats de change, totalisait 544,4 M\$, comparativement à 490,6 M\$ au 31 décembre 2009. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit. Au 30 juin 2010, près de 75 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale. La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 56 % au terme du premier semestre de 2010, comparativement à 54 % au 31 décembre 2009. L'excédent de la souscription nette sur les investissements à impact économique québécois nets réalisés a contribué à cette hausse. La Société anticipe que ce ratio devrait diminuer au cours des prochains exercices afin de se stabiliser graduellement entre 35 % et 40 % lorsque la capitalisation aura atteint sa taille maximale et que le rythme des rachats se sera stabilisé, permettant ainsi d'accroître la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

Pour pallier les besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'elle prévoit effectuer, la Société dispose au 30 juin 2010 de liquidités représentant 18,7 % du portefeuille des autres investissements (22,2 % au 31 décembre 2009). Ce niveau de liquidités que la Société se doit de maintenir en vertu de ses saines pratiques de gestion limite le potentiel de rendement global de ce portefeuille.

Afin de bonifier la performance totale des portefeuilles, le gestionnaire dispose également d'une latitude pour prendre des positions de marché en faisant usage d'opérations d'achat-rachat. Ces opérations sont effectuées dans un portefeuille de superposition et les limites de risques potentiels qui y sont associées sont définies et encadrées par le comité de gestion des actifs financiers de la Société et suivies quotidiennement par le gestionnaire. Cette activité a généré un gain de 0,8 M\$ pour le premier semestre de 2010 (0,7 M\$ pour la même période en 2009). Au 30 juin 2010, le bilan de la Société affiche des titres acquis en vertu de conventions de revente de 6,3 M\$ et en contrepartie, des engagements afférents à des titres vendus à découvert d'un montant équivalent. Aussi, à cette même date, des titres vendus en vertu de conventions de rachat de 60,2 M\$ sont présentés au passif de la Société et sont compensés par des titres obligataires d'un montant équivalent inclus dans les autres investissements.

La liquidation ordonnée du fonds de fonds de couverture débutée en 2008 à la suite de l'effondrement rapide des cours boursiers s'est poursuivie au premier semestre de 2010. Ainsi, la Société s'est vue distribuer depuis le début de l'année, un montant total de 0,5 M\$ et la juste valeur des parts encore détenues au 30 juin 2010 s'élève à 0,3 M\$. Compte tenu des événements de 2008, la stratégie de répartition d'actif de la Société n'inclut plus cette catégorie d'actif.

Contribution générée par les autres investissements (en milliers \$)

	Semestre terminé le 30 juin 2010	Semestre terminé le 30 juin 2009
Produits	7 648	7 618
Gains (pertes)	4 090	6 501
	11 738	14 119

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition. Les gains (pertes) réalisés sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût non amorti, sans égard aux gains (pertes) non réalisés au cours d'exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de la période en cours.

Les autres investissements contribuent encore de façon importante aux produits d'exploitation de la Société, et ce, malgré la faiblesse des taux d'intérêt. Leur contribution s'élève à 11,7 M\$ pour les six premiers mois de 2010 comparativement à 14,1 M\$ pour la même période en 2009. Les produits courants sont comparables à ceux de la même période de 2009, la baisse du taux d'intérêt moyen effectif du portefeuille obligataire ayant été compensée par la hausse du solde moyen des obligations. Enfin, au premier semestre de 2010, la Société a enregistré un gain sur son portefeuille des autres investissements de 4,1 M\$. Malgré la hausse du taux directeur de 25 points de base annoncée en juin par la Banque du Canada, la réduction des attentes des marchés quant à de futures hausses de taux d'intérêt au Canada a généré des plus-values pour le portefeuille obligataire.

Souscription

La Société offre de souscrire à ses actions uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins. Au 30 juin 2010, ce réseau de distribution était constitué d'environ 430 caisses Desjardins et de près de 870 centres de service, pour un total avoisinant 1 300 points d'accès.

La Société peut recueillir un montant maximal de 150 M\$ par période de capitalisation, et ce, tant que la Société n'aura pas atteint, pour une première fois, à la fin d'une période de capitalisation, au moins 1 G\$ au titre du capital-actions. À compter de la période de capitalisation qui suivra cet événement, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital-actions attribuable aux rachats ou achats de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente. Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par la Société en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Lors de l'émission 2009, la souscription maximale permise de 150 M\$ a été atteinte.

La souscription d'actions de la Société donne droit à l'actionnaire de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à 50 % de l'ensemble des montants souscrits, jusqu'à concurrence d'un crédit d'impôt de 2 500 \$ par période de capitalisation. La période

de détention minimale des actions de la Société est de sept ans, jour pour jour de la date d'achat, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Les souscriptions recueillies au cours des six premiers mois de 2010 se sont élevées à 109,7 M\$ comparativement à 84,1 M\$ pour la même période en 2009. Le contexte économique plus favorable qu'en 2009 contribue à cette progression. Au premier semestre 2010, les rachats se sont élevés à 55,0 M\$ comparativement à 23,2 M\$ pour le premier semestre de l'exercice précédent.

Ainsi, depuis novembre 2008, date à laquelle les premiers actionnaires ont atteint la fin de la période de détention minimale de sept ans, près de 39 % des actions éligibles au rachat ont été rachetées. D'ici à la fin de l'exercice 2010, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 34 M\$ deviendront éligibles au rachat, pour un potentiel de rachats avoisinant 236 M\$.

Répartition des capitaux propres par émission au 30 juin 2010

Émission	Prix d'émission (\$)	Solde* (M\$)	Rachat possible à compter de
2001	10,00	38,9	2008
2002	10,00	122,6	2009
2003	10,12 et 10,24	74,8	2010
2004	10,25	95,8	2011
2005	10,25	95,1	2012
2006	10,37 et 10,21	77,8	2013
2007	10,21 et 9,92	95,4	2014
2008	9,89 et 9,83	139,6	2015
2009	9,54 et 9,62	152,7	2016
2010	9,73	75,0	2017
Capitaux propres		967,7	

*Calculé à la valeur de l'actif net par action au 30 juin 2010

Au 30 juin 2010, le capital-actions de la Société a donc été porté à 986,4 M\$ pour 98 774 522 actions en circulation. Le nombre d'actionnaires s'est légèrement replié pour atteindre 112 113, comparativement à 118 119 au 31 décembre 2009.

La Société a comme politique de réinvestir les revenus annuels générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

Charges d'exploitation Charges (en milliers \$)

	Semestre terminé le 30 juin 2010	Semestre terminé le 30 juin 2009
Frais de gestion	11 569	10 422
Autres frais d'exploitation	961	1 101
Services aux actionnaires	778	783
Taxe sur le capital	325	98
	13 633	12 404

Frais de gestion

Les frais de gestion annuels versés à Desjardins Capital de risque inc. équivalent à 2,5 % de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Les frais de gestion du premier semestre de 2010 représentent 11,6 M\$, soit 85 % du total des charges d'exploitation, comparativement à 10,4 M\$, soit 84 % du total des charges de la même période en 2009. Comme par le passé, un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation sur sa participation dans certains fonds d'investissement.

Autres frais d'exploitation

La diminution des autres frais d'exploitation est attribuable principalement aux dépenses de développement informatique. Conformément à la convention de gestion, la Société a assumé au premier semestre de 2009 certains frais non récurrents relatifs aux systèmes d'information, visant à permettre à son gestionnaire de soutenir la croissance de la Société, tout en maintenant des services de qualité.

Services aux actionnaires

La Société a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de la Société, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires.

La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Outre le remboursement de certains frais directs, aucune commission ou autre forme de rémunération n'est payable à qui que ce soit par la Société pour la distribution de ses actions.

Les frais de services aux actionnaires pour le premier semestre de 2010 sont comparables à ceux de la même période un an plus tôt.

Taxe sur le capital et impôts sur les bénéfices

La Société investit dans des titres admissibles à la déduction pour placements dans le calcul de la taxe sur le capital au Québec afin de minimiser les charges fiscales, et ce, tout en assurant à la fois une diversité et une sécurité des autres investissements. Le montant de cette charge est peu significatif.

Les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 2,6 M\$ pour le premier semestre de 2010 comparativement à 1,0 M\$ pour la même période en 2009. Outre les impôts exigibles, les impôts futurs constituent une composante significative de la charge d'impôts. La nature des produits a également une influence importante puisque le gain en capital n'est pas imposé au même taux que les revenus d'entreprise.

Situation de trésorerie et sources de financement

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010, les flux de trésorerie liés aux souscriptions nettes des rachats s'élevaient à 54,7 M\$ (60,9 M\$ pour la même période en 2009). Les activités d'exploitation ont généré des liquidités de 2,6 M\$ en baisse comparativement à 7,3 M\$ pour la même période en 2009. Cette variation est essentiellement attribuable aux versements d'impôts sur le revenu. Les activités d'investissements de la Société se sont soldées par une utilisation de capital de 39,5 M\$ pour le premier semestre de 2010 comparativement à 76,8 M\$ pour la même période en 2009. Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 29,8 M\$ pour le premier semestre de 2010 comparativement à 35,3 M\$ pour le même semestre de 2009. Conformément à la stratégie de gestion des actifs de la Société, une portion des liquidités excédentaires générées par les activités d'exploitation et de financement a été attribuée au portefeuille des autres investissements qui affiche une utilisation nette de fonds de 33,1 M\$ en 2010, comparativement à 54,5 M\$ pour la même période de 2009.

Au 30 juin 2010, la trésorerie et équivalents de trésorerie et les instruments de marché monétaire s'élevaient à 101,9 M\$ (109,1 M\$ au 31 décembre 2009). Ce niveau de liquidités est maintenu afin de faire face aux demandes de rachats qui pourraient survenir à un rythme différent de l'émission de nouvelles actions ainsi qu'en raison de l'importance des débours anticipés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Depuis février 2010, la Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excéderaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de la Société. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau de liquidités conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du semestre terminé le 30 juin 2010.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des actifs totaux de la Société est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, la Société n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

Événements récents

Réorganisation du gestionnaire

Le Mouvement Desjardins a entrepris en 2009 une réorganisation de plusieurs de ses activités dont celles du gestionnaire de la Société. La Société n'anticipe pas que cette réorganisation aura des effets significatifs sur ses activités.

Conventions comptables

Normes internationales IFRS

En 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (le «CNC») confirmait qu'à partir du 1^{er} janvier 2011, les Normes internationales d'information financière (les «IFRS»)

remplaceraient les principes comptables généralement reconnus au Canada actuellement en vigueur pour certaines sociétés, dont les sociétés publiques.

L'adoption des IFRS, si elles sont appliquées dans leur forme actuelle, aurait des incidences importantes sur la Société qui devrait commencer à consolider les activités de certaines entreprises en portefeuille.

À la suite des commentaires reçus, le International Accounting Standards Board (l'«IASB»), organisme responsable des normes IFRS, publiait au premier semestre 2010 un exposé-sondage proposant de modifier les IFRS actuels afin d'exempter les sociétés de placement répondant à certains critères de l'obligation de consolider leurs participations dans des sociétés contrôlées.

Étant donné la possibilité que ces modifications n'entrent pas en vigueur avant la date de basculement aux IFRS pour les sociétés canadiennes, soit le 1^{er} janvier 2011, le CNC publiait en juin 2010 un exposé-sondage visant à permettre aux sociétés de placement qui appliquent actuellement la Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-18, *Sociétés de placement*, de continuer d'appliquer les normes canadiennes actuelles de la Partie V du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité* jusqu'aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012. Ce projet de modification devrait être complété en septembre 2010.

Pour pallier l'éventualité où le résultat des démarches actuellement entreprises par l'IASB et le CNC ne permettrait pas à la Société de se soustraire à l'obligation de consolider certaines de ses participations à compter du 1^{er} janvier 2011, des discussions avec les autorités réglementaires sont en cours afin que la Société puisse continuer d'émettre des états financiers selon des IFRS ajustées.

La Société poursuit l'étude de incidences de ces nouvelles normes sur la compilation et la présentation de ses états financiers. Dans tout ce processus, la Société bénéficiera du soutien et de l'expertise d'une équipe spécialisée du Mouvement Desjardins mise en place pour le passage aux IFRS ainsi que de l'appui de sociétés externes pour certains aspects.

Opérations entre apparentés

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut certaines opérations avec des sociétés qui lui sont apparentées. Ces opérations sont décrites à la note 15 des notes afférentes aux états financiers de la Société.

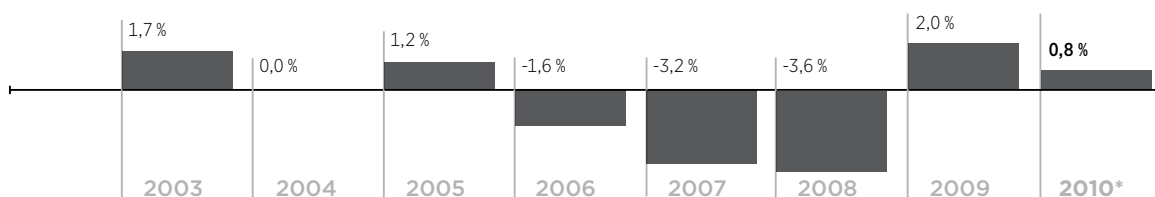
Rendement passé

Cette section présente les rendements historiques obtenus par la Société. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'administration de 50 \$ engagés par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

Rendement annuel

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de la Société et fait ressortir la variation de son rendement d'un exercice à l'autre, pour les sept derniers exercices et pour le semestre terminé le 30 juin 2010. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de l'exercice par le prix de l'action au début de l'exercice.

Rendement annuel de la Société



*Rendement non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010.

Rendement composé de l'action au 30 juin 2010

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

7 ans	5 ans	3 ans	1 an
-0,6%	-1,0%	-0,4%	1,9%

Aperçu du portefeuille

Au 30 juin 2010, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de la Société se répartissaient comme suit :

Principales catégories d'actif

Catégories d'actif	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois*	
Capital de développement	15,6
Rachats d'entreprises et Innovations technologiques	
Rachats d'entreprises et investissements majeurs	12,6
Innovations technologiques	5,3
	17,9
Capital de risque - Santé	2,7
Fonds	5,6
Total - Investissements à impact économique québécois	41,8
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	10,5
Obligations	43,4
Actions privilégiées	2,3
Fonds de fonds de couverture	0,1
Total - Autres investissements	56,3

*Incluant les contrats de change

Au 30 juin 2010, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par la Société étaient les suivants :

Principaux investissements détenus

Émetteurs	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois (12 émetteurs)*	19,3
Société canadienne d'hypothèques et de logement	20,3
Province du Québec	10,0
Province de l'Ontario	5,5
CDP Financial	3,0
Banque Royale	2,3
Banque Toronto Dominion	2,1
Financement-Québec	1,5
Banque de Nouvelle-Écosse	1,5
Banque de Montréal	1,1
Caisse centrale Desjardins	1,0
Capital Desjardins	1,0
GE Capital	0,8
British-Columbia Municipal Finance	0,8

*Les 12 émetteurs représentant collectivement 19,3 % de l'actif net de la Société sont :

- > Avjet Holding inc.
- > Boutique Le Pentagone inc.
- > Camoplast inc.
- > Coradant (Canada) inc.
- > Corporation de Développement Knowlton inc.
- > Desjardins - Innovatech S.E.C.
- > Enobia Pharma inc.
- > Fempro I inc.
- > Groupe Canmec (6317456 Canada inc.)
- > La Coop fédérée
- > Matériaux Spécialisés Louiseville inc.
- > Tranzyme Pharma inc.

Cet aperçu du portefeuille de la Société peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par la Société.

Le 19 août 2010

Le 19 août 2010

Rapport de la direction

Les états financiers de la Société ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier intermédiaire sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de la Société ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité de vérification. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, les vérificateurs externes désignés par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de la vérification et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. De plus, ce comité rencontre les vérificateurs internes de la Société. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 19 août 2010. Établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, ils ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de la Société.

(signé) Yves Calloc'h, CA

Chef de la direction financière

**Capital régional et coopératif
Desjardins**

États financiers
30 juin 2010

Le 19 août 2010

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons vérifié les bilans de **Capital régional et coopératif Desjardins** (la « Société ») aux 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009 et les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie des périodes de six mois terminées les 30 juin 2010 et 2009. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2010 et 2009 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé) PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ Comptable agréé auditeur permis n^o 19653

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilan

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et l'actif net par action ordinaire)

	Au 30 juin 2010 \$	Au 31 décembre 2009 \$
Actif		
Investissements à impact économique québécois (note 3)	405 082	401 321
Autres investissements (note 4)	573 032	467 765
Titres acquis en vertu de conventions de revente (note 5)	6 295	-
Encaisse	31 271	23 448
Débiteurs (note 6)	8 839	6 866
Logiciels (moins l'amortissement cumulé de 3 862 \$; 3 675 \$ au 31 décembre 2009)	500	687
Impôts sur les bénéfices à recevoir	6 981	-
Impôts futurs (note 13)	4 266	12 342
	<hr/> 1 036 266	<hr/> 912 429
Passif		
Titres vendus en vertu de conventions de rachat (note 5)	60 181	-
Engagements afférents à des titres vendus à découvert (note 5)	6 305	-
Créditeurs (note 8)	2 113	872
Impôts sur les bénéfices à payer	-	5 636
	<hr/> 68 599	<hr/> 6 508
Actif net	<hr/> 967 667	<hr/> 905 921
 Nombre d'actions ordinaires en circulation	 98 774 522	 93 142 217
Actif net par action ordinaire	9,80	9,73

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par le Conseil,

(signé) André Lachapelle, administrateur

(signé) Pierre Gauvreau, administrateur

Capital régional et coopératif Desjardins

Évolution des capitaux propres

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2010 et 2009

(en milliers de dollars)

2010

	Capital- actions (note 9) \$	Surplus d'apport (note 9) \$	Bénéfices non répartis (déficit)			Actif net \$
			Réalisés	Non réalisés	Total	
			\$	\$	\$	
Solde au 31 décembre 2009	933 533	2 410	26 209	(56 231)	(30 022)	905 921
Résultats de la période						
Bénéfice net réalisé et non réalisé, déduction faite des impôts de (5 555 \$) et 8 161 \$ respectivement	-	-	(25 711)	32 747	7 036	7 036
Opérations sur le capital-actions						
Émission d'actions ordinaires	109 719	-	-	-	-	109 719
Rachat d'actions ordinaires	(56 815)	1 806	-	-	-	(55 009)
	52 904	1 806	(25 711)	32 747	7 036	61 746
Solde au 30 juin 2010	986 437	4 216	498	(23 484)	(22 986)	967 667

2009

	Capital- actions (note 9) \$	Surplus d'apport (note 9) \$	Bénéfices non répartis (déficit)			Actif net \$
			Réalisés	Non réalisés	Total	
			\$	\$	\$	
Solde au 31 décembre 2008	859 467	306	5 915	(53 082)	(47 167)	812 606
Résultats de la période						
Bénéfice net réalisé et non réalisé, déduction faite des impôts de 1 941 \$ et (954 \$) respectivement	-	-	10 761	(3 830)	6 931	6 931
Opérations sur le capital-actions						
Émission d'actions ordinaires	84 077	-	-	-	-	84 077
Rachat d'actions ordinaires	(24 088)	867	-	-	-	(23 221)
	59 989	867	10 761	(3 830)	6 931	67 787
Solde au 30 juin 2009	919 456	1 173	16 676	(56 912)	(40 236)	880 393

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Résultats

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2010 et 2009

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le bénéfice net par action ordinaire)

	2010	2009
	\$	\$
Produits		
Intérêts	17 719	16 005
Dividendes	1 154	1 962
Honoraires de négociation	1 106	1 009
Frais d'administration	730	265
	<hr/>	<hr/>
	20 709	19 241
	<hr/>	<hr/>
Charges		
Frais de gestion	11 569	10 422
Autres frais d'exploitation (note 12)	961	1 101
Services aux actionnaires (note 12)	778	783
Taxe sur le capital	325	98
	<hr/>	<hr/>
	13 633	12 404
	<hr/>	<hr/>
Revenu net d'investissement	7 076	6 837
	<hr/>	<hr/>
Gains et pertes sur investissements		
Réalisés	(38 342)	5 865
Non réalisés	40 908	(4 784)
	<hr/>	<hr/>
	2 566	1 081
	<hr/>	<hr/>
Impôts sur les bénéfices (note 13)	2 606	987
	<hr/>	<hr/>
Bénéfice net de la période	7 036	6 931
	<hr/>	<hr/>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	95 919 222	88 198 353
Bénéfice net par action ordinaire	0,07	0,08

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Flux de trésorerie

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2010 et 2009

(en milliers de dollars)	2010	2009
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net de la période	7 036	6 931
Ajustements pour		
Pertes (gains) réalisées sur investissements	38 342	(5 865)
Pertes (gains) non réalisées sur investissements	(40 908)	4 784
Amortissement des logiciels	187	189
Amortissement des primes et escomptes sur les autres investissements	1 278	1 001
Impôts futurs	8 076	360
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	301	-
	14 312	7 400
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 14)	(11 721)	(78)
	2 591	7 322
Activités d'investissement		
Investissements à impact économique québécois	(29 827)	(35 322)
Acquisition d'autres investissements	(334 988)	(226 998)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	23 461	13 040
Produits de la cession d'autres investissements	301 876	172 532
Logiciels	-	(61)
	(39 478)	(76 809)
Activités de financement		
Produit de l'émission d'actions ordinaires	109 719	84 077
Rachat d'actions ordinaires	(55 009)	(23 221)
	54 710	60 856
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	17 823	(8 631)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	23 448	36 655
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période (note 11)	41 271	28 024
Renseignement supplémentaire		
Impôts sur les bénéfices payés	(393)	(2 056)

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive et mission, administration et investissements

Loi constitutive et mission

Capital régional et coopératif Desjardins (la « Société ») est constituée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputée avoir été constituée par dépôt de statuts le 1er juillet 2001. La Société a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social ayant pour mission de :

- mobiliser du capital de risque en faveur des régions ressources du Québec (l'Abitibi-Témiscamingue, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Mauricie, le Nord-du-Québec et le Saguenay-Lac-Saint-Jean) et du milieu coopératif;
- favoriser le développement économique des régions ressources par des investissements dans des entités admissibles exerçant leurs activités dans ces régions;
- appuyer le mouvement coopératif dans l'ensemble du Québec par des investissements dans des coopératives admissibles;
- accompagner les entités admissibles dans leur démarrage et leur développement;
- stimuler l'économie québécoise par des investissements sur l'ensemble du territoire québécois.

Administration

Les activités de la Société sont administrées par un conseil d'administration normalement composé de 13 membres comme suit :

- huit personnes nommées par la présidente du Mouvement des caisses Desjardins;
- deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- le directeur général de la Société.

Investissements

La Société peut faire des investissements minoritaires avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net est inférieur ou égal à 50 M\$.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

La Société peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à huit ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à la Société d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, la Société ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

À la fin de chaque exercice, la part des investissements de la Société dans des entités admissibles, de même que les autres investissements qualifiés, qui ne comportent aucun cautionnement ou aucune hypothèque et effectués à titre de premier acquéreur, doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen de la Société pour l'exercice précédent, et au moins 35 % de ce pourcentage doit être investi dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles. La Société peut être tenue de verser des pénalités si ces règles ne sont pas respectées. Au 31 décembre 2009, aucune somme n'était exigible en vertu de ces règles.

Peuvent également être considérés dans les calculs des investissements admissibles des investissements effectués par la Société à titre autre que de premier acquéreur pour l'acquisition de titres émis par une entité admissible. Pour les investissements effectués avant le 10 novembre 2007, ces investissements ne devaient pas représenter plus du tiers de l'ensemble des investissements effectués par la Société à titre de premier acquéreur dans cette entité. Pour les investissements effectués à partir du 10 novembre 2007, cette restriction est abolie, mais la Société ne peut avoir investi plus de 20 % de son actif net à la fin de l'exercice précédent à titre autre que de premier acquéreur pour que ces investissements soient admissibles.

2 Principales conventions comptables

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada requiert l'utilisation de certaines estimations ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur les produits et les charges comptabilisés pour l'exercice présenté. Les principales estimations sont relatives à l'établissement de la juste valeur des investissements à impact économique québécois. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les estimations sont revues de façon périodique et si des ajustements sont nécessaires, ils sont portés aux résultats lorsqu'ils sont déterminés.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Résultat étendu

L'état du résultat étendu n'est pas présenté compte tenu qu'il n'y a aucune différence entre le résultat net de la Société et son résultat étendu.

Investissements à impact économique québécois

Actions cotées

Les participations en actions cotées sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur est établie selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan s'il existe un marché actif. La valeur des actions dont la négociabilité ou la transférabilité est restreinte est ajustée d'un escompte. Dans la détermination du montant de cet escompte, la Société tient compte de la nature et de la durée de la restriction, de l'instabilité relative des cours du titre, ainsi que de l'importance de la participation détenue par rapport au flottant du titre. En l'absence de marché actif, une évaluation utilisant les techniques d'évaluation des actions non cotées pourrait être effectuée.

Actions non cotées, débetures et avances

Les participations en actions non cotées et les débetures et avances sont inscrites à leur juste valeur déterminée selon les techniques d'évaluation appropriées comprenant, principalement, la référence à une ou à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, la capitalisation du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements représentatif et la capitalisation ou l'actualisation des flux de trésorerie.

Les principales hypothèses tenues en compte dans l'établissement de la juste valeur peuvent inclure le taux d'actualisation ou de capitalisation, le taux d'escompte, le taux de rendement et la pondération des résultats prévisionnels.

Cautions

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par la Société relativement à une caution qu'elle a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation est utilisée afin d'estimer le montant de passif à constater.

Autres investissements

Les autres investissements consistent en des placements temporaires, en des obligations, en des actions privilégiées, en des contrats de change et en des parts de fonds de couverture. Les parts de fonds de couverture sont inscrites à leur juste valeur, telle qu'elle est estimée par leurs administrateurs respectifs à la date du bilan. Les contrats de change sont évalués selon l'écart entre le taux du contrat et le taux d'un contrat identique (mêmes échéance et notionnel) qui aurait été conclu à la date du bilan. La juste valeur des autres investissements est calculée selon le cours acheteur à la fermeture des marchés à la date du bilan.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Engagements afférents à des titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert dans le cadre des activités de négociation, qui représentent l'obligation pour la Société de livrer des titres qu'elle ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés comme passifs et sont inscrits à leur juste valeur établie selon le cours vendeur à la fermeture des marchés à la date du bilan. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont enregistrés aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

Titres acquis en vertu de conventions de revente et titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Société conclut des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Ces conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assortis de garanties et sont inscrites au bilan au prix de revente ou de rachat prédéterminé par l'engagement. L'écart entre le coût d'achat et le prix de revente prédéterminé et l'écart entre le prix de vente et le prix de rachat prédéterminé sont comptabilisés au poste « Intérêts », selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Encaisse, trésorerie et équivalents de trésorerie, débiteurs et créditeurs

L'encaisse se compose des soldes bancaires. La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des placements à court terme dont l'échéance originale est égale ou inférieure à trois mois.

La juste valeur des débiteurs, de l'encaisse et des créditeurs est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances en cause.

Logiciels

Les logiciels sont inscrits au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens en utilisant le taux de change en vigueur à la date du bilan. À l'état des résultats les plus ou moins values réalisées ou non sur les investissements sont imputées aux rubriques « Gains et pertes sur investissements ».

Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devise, les variations liées au taux de change sont imputées à la rubrique « Autres frais d'exploitation ».

Les produits et les charges sont convertis en utilisant le taux de change à la date de la transaction.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Impôts sur les bénéfices

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts futurs sont calculés sur la différence entre les valeurs fiscales et comptables des différents actifs et passifs. Le taux d'imposition en vigueur lorsque ces différences se résorberont est utilisé pour calculer l'impôt futur à la date du bilan. Les actifs d'impôts sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

Constatation des produits

Intérêts et dividendes

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Honoraires de négociation

Les honoraires de négociation sont comptabilisés lorsque le service est rendu et que leur encaissement est raisonnablement assuré.

Gains et pertes réalisés sur investissements

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût, sans égard aux gains et pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Primes et escomptes

Les primes et les escomptes sur les autres investissements à échéance déterminée sont amortis selon la méthode du rendement effectif jusqu'à leur échéance. L'amortissement des primes et des escomptes est enregistré aux résultats sous la rubrique « Intérêts ».

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

3 Investissements à impact économique québécois

Le relevé des investissements à impact économique québécois est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

	Au 30 juin 2010		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires	136 946	(18 398)	118 548
Actions privilégiées	99 020	(5 513)	93 507
Débentures et avances	201 921	(10 637)	191 284
Garantis			
Débentures et avances	1 743	-	1 743
	439 630	(34 548)	405 082
	Au 31 décembre 2009		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé \$	\$
Non garantis			
Actions ordinaires	139 663	(24 792)	114 871
Actions privilégiées	123 941	(30 164)	93 777
Débentures et avances	210 727	(19 212)	191 515
Garantis			
Débentures et avances	1 454	(296)	1 158
	475 785	(74 464)	401 321

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en devises étrangères pour une juste valeur de 60,9 M\$ (53,4 M\$ au 31 décembre 2009).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les débetures et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 11,3 % (10,8 % au 31 décembre 2009) et ont une durée moyenne résiduelle de 4,8 années (4,7 années au 31 décembre 2009). Pour la quasi-totalité des débetures et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe.

a) La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Au 30 juin 2010						
Secteur d'activité	Investissements, au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés¹ \$	Cautions¹ \$	Engagement total \$
Capital de développement	158 083	(7 173)	150 910	16 112	-	167 022
Rachats d'entreprises et innovations technologiques	180 455	(6 615)	173 840	8 260	-	182 100
Capital de risque santé	37 216	(10 623)	26 593	143	-	26 736
Fonds	63 876	(10 137)	53 739	33 375	-	87 114
Total	439 630	(34 548)	405 082	57 890	-	462 972
Au 31 décembre 2009						
Secteur d'activité	Investissements, au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés¹ \$	Cautions¹ \$	Engagement total \$
Capital de développement	153 958	(7 132)	146 826	9 198	-	156 024
Rachats d'entreprises et innovations technologiques	195 205	(21 249)	173 956	16 685	-	190 641
Capital de risque santé	64 368	(36 376)	27 992	3 027	-	31 019
Fonds	62 254	(9 707)	52 547	34 997	-	87 544
Total	475 785	(74 464)	401 321	63 907	-	465 228

¹ Les fonds engagés mais non déboursés et les cautions n'apparaissent pas à l'actif.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

b) Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par la Société mais non encore déboursés à la date du bilan. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices se terminant les 31 décembre est le suivant :

2010 (6 mois)	2011	2012	2013	2014	Total
27 432	10 750	7 500	8 299	3 909	57 890

4 Autres investissements

Le relevé des autres investissements non vérifié est disponible au siège social de la Société, sur son site Internet à l'adresse capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

	Au 30 juin 2010		
	Coût	Gain (perte)	Juste valeur
	\$	non réalisé	\$
		\$	
Obligations			
Fédérales	195 067	4 573	199 640
Provinciales ou garanties	155 336	3 121	158 457
Institutions financières	96 071	1 982	98 053
Sociétés	22 734	926	23 660
	469 208	10 602	479 810
Instruments de marché monétaire ¹	70 613	-	70 613
Contrats de change ²	-	(294)	(294)
Actions privilégiées	24 520	(1 939)	22 581
Parts de fonds de fonds de couverture ³	4 004	(3 682)	322
Total	568 345	4 687	573 032

Répartition des obligations par échéance

	Au 30 juin 2010			
Échéance	Moins	De 1 an	Plus de	Total
	de 1 an	à 5 ans	5 ans	
	\$	\$	\$	\$
Coût non amorti	152	298 574	170 482	469 208
Valeur nominale	150	292 141	167 699	459 990
Juste valeur	154	304 446	175 210	479 810
Taux moyen nominal ⁴	5,85 %	3,76 %	3,94 %	3,83 %
Taux moyen effectif	3,62 %	2,99 %	3,66 %	3,24 %

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2009		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales	148 398	2 841	151 239
Provinciales ou garanties	112 883	2 694	115 577
Institutions financières	69 388	2 058	71 446
Sociétés	19 912	812	20 724
Organismes supranationaux	2 008	107	2 115
	352 589	8 512	361 101
Instruments de marché monétaire ¹	85 631	-	85 631
Contrats de change ²	-	640	640
Actions privilégiées	21 366	(1 711)	19 655
Parts de fonds de fonds de couverture ³	4 511	(3 773)	738
	464 097	3 668	467 765

Répartition des obligations par échéance

Échéance	Au 31 décembre 2009			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût non amorti	101	248 011	104 477	352 589
Valeur nominale	100	241 031	102 535	343 666
Juste valeur	102	254 712	106 287	361 101
Taux moyen nominal ⁴	7,20 %	4,56 %	4,15 %	4,44 %
Taux moyen effectif	3,89 %	3,54 %	3,85 %	3,63 %

¹ Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du trésor et d'une obligation à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an. Au 30 juin 2010, la totalité des instruments de marché monétaire ont une échéance originale entre 0 et 10 mois (entre 6 et 11 mois au 31 décembre 2009).

² Les contrats de change pour vendre un notional de 56,6 M\$US ont une échéance de trois mois (43,8 M\$US au 31 décembre 2009).

³ Le fonds de fonds de couverture est en phase de liquidation ordonnée.

⁴ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Tous les titres du portefeuille des autres investissements sont libellés en dollars canadiens à l'exception des contrats de change.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5 Titres vendus à découvert, conventions de revente et conventions de rachat

Au 30 juin 2010, les engagements afférents à des titres vendus à découvert sont constitués d'obligations fédérales d'une valeur nominale de 6,0 M\$, portant intérêt à un taux nominal moyen de 3,67 % et d'échéance supérieure à cinq ans.

Les conventions de revente auxquelles la Société est contrepartie viennent à échéance en juillet 2010. Les actifs considérés comme étant détenus en garantie relativement à ces conventions sont les mêmes titres que ceux relatifs aux engagements afférents à des titres vendus à découvert (aucun engagement afférent à des titres vendus à découvert ni titre acquis en vertu de convention de revente au 31 décembre 2009).

Les conventions de rachat auxquelles la Société est contrepartie viennent à échéance en juillet 2010. Au 30 juin 2010, les titres considérés comme étant donnés en garantie relativement à ces conventions sont constitués d'obligations fédérales et provinciales présentées dans les autres investissements, d'une valeur nominale totale de 59,8 M\$, portant intérêt à un taux nominal moyen de 1,40 % et d'échéance supérieure à quatre ans (aucun titre vendu en vertu de convention de rachat au 31 décembre 2009).

6 Débiteurs

	Au 30 juin 2010 \$	Au 31 décembre 2009 \$
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	5 847	5 502
Taxes de vente à recevoir	469	391
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements	2 169	541
Autres débiteurs	354	432
	<hr/> 8 839	<hr/> 6 866

7 Marge de crédit

Depuis février 2010, la Société dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la Caisse centrale Desjardins majoré de 0,5%. Cette marge est garantie par une portion des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 30 juin 2010, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

8 Crédeurs

	Au 30 juin 2010 \$	Au 31 décembre 2009 \$
Fournisseurs et charges à payer	786	866
Autres crédeurs	1 327	6
	<hr/> 2 113	<hr/> 872

9 Capitaux propres

Capital-actions autorisé

La Société est autorisée à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participatives, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

À compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle la Société aura atteint pour la première fois une capitalisation d'au moins 1 milliard de dollars, la Société pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé de 150 M\$ et du montant correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'action qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par la Société au cours de la période de capitalisation précédente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1er mars de chaque année. La limite pour la période de capitalisation se terminant le 28 février 2011 est de 150 M\$. Au 30 juin 2010, cette limite est respectée.

Capital-actions émis et payé

	30 juin 2010 \$	31 décembre 2009 \$
98 774 522 actions ordinaires (93 142 217 au 31 décembre 2009)	<hr/> 986 437	<hr/> 933 533

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Au cours de la période, la Société a émis 11 300 930 actions ordinaires (13 519 588 pour l'exercice 2009) en contrepartie de 109,7 M\$ en espèces (129,4 M\$ pour l'exercice 2009).

Au cours de la période, la Société a racheté 5 668 625 actions ordinaires (5 536 806 pour l'exercice 2009) en contrepartie de 55,0 M\$ en espèces (53,3 M\$ pour l'exercice 2009).

Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Le surplus d'apport provient de l'excédent de la valeur d'émission des actions sur le prix payé lors de leur rachat.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par la Société que dans les cas suivants :

- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société depuis au moins sept ans;
- à la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- à la demande de la personne qui l'a acquise de la Société si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours de la date de souscription;
- à la demande d'une personne qui l'a acquise de la Société si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, la Société pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de la Société sur la base de la valeur de la Société déterminée selon les états financiers vérifiés.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de la Société donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, pour un montant égal à :

Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 1 250 \$.

Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %, maximum de 875 \$.

Pour les achats après le 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 50 %, maximum de 2 500 \$.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

10 Information concernant le capital

L'objectif de la Société dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachats de ses actions par les actionnaires. Le capital de la Société est composé des capitaux propres.

La Société n'est pas assujettie à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 9.

La Société a comme politique de réinvestir les revenus annuels générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 30 juin 2010 \$	Au 30 juin 2009 \$
Encaisse	31 271	28 024
Instrument de marché monétaire de moins de trois mois	10 000	-
	<hr/> 41 271	<hr/> 28 024

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

12 Charges

	Au 30 juin 2010 \$	Au 30 juin 2009 \$
Autres frais d'exploitation		
Honoraires de vérification	95	126
Rémunération des administrateurs	223	205
Honoraires professionnels	353	212
Charges (produits) financiers	(28)	41
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	26	-
Autres charges	105	328
Amortissement des logiciels	187	189
	<hr/>	<hr/>
	961	1 101
	<hr/>	<hr/>
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire	647	669
Communication de l'information aux actionnaires	59	57
Autres charges	72	57
	<hr/>	<hr/>
	778	783
	<hr/>	<hr/>

13 Impôts sur les bénéfices

La Société est assujettie à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial du Québec sur ses bénéfices.

a) Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :

	30 juin 2010 \$	30 juin 2009 \$
Impôts exigibles	(5 470)	627
Impôts futurs	8 076	360
	<hr/>	<hr/>
	2 606	987
	<hr/>	<hr/>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

b) Le taux réel d'imposition sur les bénéfices diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	30 juin 2010	30 juin 2009
	\$	\$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,90 %	3 847	3 159
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts sur les bénéfices et le revenu imposable et autres éléments		
Gains réalisés et non réalisés	(608)	(325)
Amortissement des primes sur obligations	281	197
Dividendes non imposables	(461)	(773)
Autres	(1)	(9)
Autres écarts	(452)	(1 262)
	<hr/>	<hr/>
	2 606	987
	<hr/>	<hr/>

c) Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :

	30 juin 2010	31 décembre 2009
Actifs d'impôts futurs		
Pertes non réalisées sur les investissements	4 256	12 482
Primes sur les obligations	181	114
Autres	28	43
	<hr/>	<hr/>
	4 465	12 639
Passifs d'impôts futurs		
Logiciels	(199)	(297)
	<hr/>	<hr/>
Actifs d'impôts futurs, montant net	4 266	12 342
	<hr/>	<hr/>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

14 Flux de trésorerie

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Diminution (augmentation) des comptes débiteurs	(345)	1 250
Augmentation des impôts sur les bénéfices à recevoir	(6 981)	(425)
Diminution des impôts sur les bénéfices à payer	(5 636)	(906)
Augmentation des comptes créditeurs	1 241	3
	<hr/>	<hr/>
	(11 721)	(78)
	<hr/>	<hr/>

15 Opérations entre apparentés

La Société est apparentée au Mouvement des caisses Desjardins. Les principales ententes entre la Société et les entités apparentées au Mouvement des caisses Desjardins sont les suivantes :

- La Société a retenu les services de Desjardins Capital de risque (« DCR ») et l'a mandatée pour qu'elle assure la gestion et l'exploitation complète de la Société, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion intervenue entre DCR et la Société est en vigueur pour un terme initial de dix ans, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin d'un commun accord. Par la suite, elle sera renouvelée automatiquement pour des termes de cinq ans à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 18 mois, ne décide d'y mettre fin.
- En vertu de cette convention, la Société s'est engagée à verser annuellement des honoraires de gestion équivalant à 2,5 % de la valeur nette moyenne annuelle des actifs de la Société, déduction faite de tout montant à payer pour l'acquisition de placements. Un ajustement aux honoraires de gestion de la Société est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de la Société dans certains fonds.
- La Société a confié à Fiducie Desjardins les rôles de registraire et d'administrateur relativement aux transactions effectuées par les actionnaires. La durée de cette convention est de trois ans à compter du 1er janvier 2008.
- La Société a consolidé la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1er mai 2009 et est d'une durée illimitée. Auparavant, le rôle de gardien de valeurs était partagé entre DCR, Valeurs mobilières Desjardins, Fiducie Desjardins et la Caisse centrale Desjardins.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

- La Société a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec les activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. La durée de cette convention est de un an, à moins que les parties ne conviennent d'y mettre fin. Elle sera renouvelée, d'année en année, aux mêmes conditions, à moins d'un préavis écrit de trois mois donné par l'une ou l'autre des parties.

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2010 \$	Au 31 décembre 2009 \$
Bilans		
Caisse centrale Desjardins		
Encaisse	29 373	22 411
Autres investissements	9 706	40 640
Capital Desjardins		
Autres investissements	9 609	5 733
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	109	76
Desjardins Capital de développement		
Créditeurs	299	-
Desjardins Capital de risque		
Débiteurs	-	37
Créditeurs	29	-
Desjardins Gestion internationale d'actifs		
Autres investissements	322	738
Desjardins - Innovatech S.E.C.		
Créditeurs	1 000	-
Fiducie Desjardins		
Encaisse	1 448	1 037
Créditeurs	398	609
Fédération des caisses Desjardins du Québec		
Créditeurs	67	-
Valeurs mobilières Desjardins		
Titres acquis en vertu de conventions de revente	6 295	-
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	60 181	-

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	Au 30 juin 2010	Au 30 juin 2009
Résultats		
Caisse centrale Desjardins		
Intérêts	83	62
Gains sur investissements réalisés	85	2 761
Pertes sur investissements non réalisés	(934)	(24)
Capital Desjardins		
Intérêts	147	70
Gains sur investissements réalisés	-	6
Gains sur investissements non réalisés	158	191
Desjardins Capital de risque		
Frais de gestion	11 569	10 422
Desjardins Gestion internationale d'actifs		
Gains sur investissements non réalisés	91	20
Fédération des caisses Desjardins du Québec		
Autres frais d'exploitation	205	159
Fiducie Desjardins		
Autres frais d'exploitation	26	-
Services aux actionnaires	647	690
Valeurs mobilières Desjardins		
Intérêts	-	41

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

16 Instruments financiers et risques associés

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur. La juste valeur a pour objet de déterminer à quels montants ces instruments pourraient être échangés dans une opération courante entre des parties consentantes. Lorsque ceux-ci ne sont pas transigés sur des marchés publics, ils sont évalués selon certains critères déterminés, permettant ainsi de minimiser la subjectivité de l'évaluation. La Société a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Le niveau 1 consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- Le niveau 2 consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données observables sur le marché et;
- Le niveau 3 consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Le tableau suivant présente la répartition des évaluations en juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon ces trois niveaux.

	2010			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
Investissements à impact économique québécois	4 698	-	400 384	405 082
Autres investissements	317 710	194 809	322	512 841
Encaisse	31 271	-	-	31 271

Lorsque les évaluations de la juste valeur de participations dans des entreprises privées ne sont pas entièrement basées sur des données observables, l'estimation est qualifiée de niveau 3. Ainsi, en plus de variables exogènes comme le niveau des taux d'intérêt, la croissance économique et les taux d'imposition pour n'en nommer que quelques-unes et dont l'impact est généralement reflété dans les évaluations, d'autres variables endogènes affectent l'estimation des justes valeurs. En effet, l'évaluation des participations est également tributaire de données ou de facteurs influençant particulièrement une entreprise (perspectives, concurrence, ressources humaines ou financière, etc...).

Bien que l'objectif de l'évaluateur soit de s'appuyer le plus possible sur des données observables, le choix des éléments pertinents et leur impact dans l'établissement de la juste valeur est influencé par le jugement de ce dernier. Cependant, bien que pour une même entreprise un autre évaluateur pourrait porter un jugement différent sur certains facteurs particuliers, l'impact sur le portefeuille dans son ensemble sera marginal.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers

Au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le solde du début et de la fin du niveau 3 de la hiérarchie au 30 juin 2010.

	Investissements à		2010
	impact économique	Autres	
	québécois	investissements	Total
	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2009	397 731	738	398 469
Gains (pertes) réalisés	(39 827)	-	(39 827)
Gains (pertes) non réalisés	39 362	92	39 454
Acquisitions	29 827	-	29 827
Cessions	(26 709)	(508)	(27 217)
Solde au 30 juin 2010	400 384	322	400 706

Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de la Société sont discutés en détail dans les sections vérifiées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de la Société aux pages 6 et 7.

17 Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de 2009 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'année en cours.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à
impact économique québécois
Au 30 juin 2010

Le 19 août 2010

Rapport des vérificateurs sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois accompagnant les états financiers

**Aux actionnaires de
Capital régional et coopératif Desjardins**

En date du 19 août 2010, nous avons fait rapport sur les bilans de **Capital régional et coopératif Desjardins** (la « Société ») au 30 juin 2010 et au 31 décembre 2009 et sur les états des résultats, de l'évolution des capitaux propres et des flux de trésorerie des périodes de six mois terminées les 30 juin 2010 et 2009.

Dans le cadre de nos vérifications des états financiers mentionnés ci-dessus, nous avons également effectué des procédures de vérification sur le relevé du coût des investissements à impact économique québécois (le « relevé ») au 30 juin 2010. La responsabilité de ce relevé incombe à la direction de la Société.

À notre avis, ce relevé présente, à tous les égards importants, le coût des investissements à impact économique québécois lorsqu'il est lu conjointement avec les états financiers de la Société.

(signé) PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ Comptable agréé auditeur permis n° 19653

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2010

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Débiteures et avances	Débiteures et avances	
			\$	\$	\$	\$
Abitibi-Témiscamingue						
Complexe funéraire Ste-Bernadette	2007	CDév	170	136	-	306
Équipement JexPlore inc.	2007	CDév	-	50	-	50
Héli Explore inc.	2007	CDév	125	113	-	238
Hôtel des Eskers inc.	2007	CDév	200	177	-	377
Hôtel des Gouverneurs	2007	CDév	200	93	-	293
Hôtel Forestel Val d'Or inc.	2007	CDév	225	150	-	375
Industries Béroma inc. (Les)	2009	CDév	-	313	-	313
Manufacture Adria inc.	2005	CDév	-	74	-	74
Norbell Électrique inc.	2010	CDév	-	325	-	325
Toitures G.G.R. inc. (Les)	2010	CDév	-	394	-	394
Transport scolaire R.N. Itée	2008	CDév	200	200	-	400
Trim-Line de l'Abitibi inc.	2009	CDév	125	125	-	250
Vézeau et frères inc.	2009	CDév	-	219	-	219
Vieux Comptoir Construction (9212-4882 Québec inc.)	2010	CDév	-	1 000	-	1 000
Total Abitibi-Témiscamingue			1 245	3 369	-	4 614
Bas-Saint-Laurent						
Bâtitech Itée	2007	CDév	70	334	-	404
Bois-Franc inc.	2006	CDév	-	225	-	225
Boutique Le Pentagone inc.	2008	IM & R	1 288	8 262	-	9 550
Campor inc.	2006	CDév	-	145	-	145
Équipements J.P.L. inc. (Les)	2008	CDév	-	119	-	119
Fruits de Mer de l'Est du Québec (1998) Itée (Les)	2006	CDév	-	75	-	75
Gestion Alain Hébert inc.	2009	CDév	-	500	-	500
Gestion Gilles D'Amours - 9159-0026 Québec inc.	2005	CDév	-	1 248	-	1 248
Groupe Composites VCI inc.	2007	CDév	2 250	991	-	3 241
Groupe Fillion Sport inc.	2008	CDév	-	335	-	335
Industries Desjardins Itée (Les)	2005	CDév	-	1	-	1
Leblanc Environnement inc.	2008	CDév	250	242	-	492
Planchers Ancestral (2007) inc. (9184-7376 Québec inc.)	2007	CDév	80	-	-	80
Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.	2007	CDév	-	-	160	160
Société d'exploitation des ressources de la Vallée inc.	2010	CDév	-	492	-	492
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	CDév	-	300	-	300
Trans-Plus Express J.L. inc.	2007	CDév	125	173	-	298
Transport Sébastien Sirois inc.	2009	CDév	-	375	-	375
Total Bas-Saint-Laurent			4 063	13 817	160	18 040
Capitale-Nationale						
9197-4451 Québec inc. (P.E. Fraser inc)	2010	CDév	-	494	-	494
Base 4 inc.	2009	CDév	-	333	-	333
Céramica-Concept inc.	2005	CDév	-	22	-	22
Congébec Logistique inc.	2004	CDév	3 800	-	-	3 800
Coopérative de travailleurs actionnaire du Groupe Congébec	2005	CDév	-	290	-	290
Creaform inc.	2009	IM & R	500	5 362	-	5 862
Cross Match Technologies inc.	2008	IT	2 353	1 629	-	3 982
Engrenage Provincial inc.	2005	CDév	-	1 911	-	1 911
Frima Studio inc.	2008	CDév	-	292	-	292
Gestion Placage RMH inc.	2006	CDév	-	251	-	251
Groupe Humagade inc.	2006	IT	11 190	38	-	11 228
H2O Innovation inc.	2009	CDév	-	2 000	-	2 000
Labcal Technologies inc.	2004	IT	1 626	-	-	1 626

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2010

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Débentures et avances	Débentures et avances	
Logiciels Dynagram inc. (Les)	2002	IT	-	-	181	181
Maison Orthésis inc. (La)	2006	CDév	-	345	-	345
OptoSecurity inc.	2007	IT	3 500	2 140	-	5 640
Oricom Internet inc.	2005	CDév	-	44	-	44
Piscines Pro et Patios N.V. inc.	2009	CDév	-	351	-	351
Piscines Soucy inc.	2006	CDév	-	121	-	121
Pneus Ratté inc.	2009	CDév	-	726	-	726
Poste Express	2006	CDév	-	173	-	173
Usital Canada inc.	2002	CDév	240	168	-	408
Total Capitale-Nationale			23 209	16 690	181	40 080
Centre-du-Québec						
Autobus Thomas inc	2007	CDév	-	395	-	395
Avjet Holding inc.	2009	IM & R	3 800	12 408	-	16 208
CDM Papiers Décors inc.	2006	CDév	-	1 689	-	1 689
Coopérative de travailleurs actionnaire de Fempro	2008	IM & R	-	186	-	186
Demtec inc.	2005	CDév	-	1 093	-	1 093
Distribution Pro-Excellence inc.	2008	CDév	-	230	-	230
Fempro I inc.	2007	IM & R	3 000	6 500	-	9 500
Groupe Anderson inc. (anc. Novatek Laser)	2007	CDév	2 333	2 236	-	4 569
Groupe Bluberi inc.	2007	IM & R	-	3 570	-	3 570
Groupe S.G. Ameublements commerciaux inc.	2008	CDév	-	506	-	506
Investissements Brasco - Farinart inc.	2009	CDév	-	750	-	750
Métalus inc.	2008	CDév	-	1 863	-	1 863
Service funéraire coopératif Drummond	2007	CDév	-	372	-	372
Total Centre-du-Québec			9 133	31 798	-	40 931
Chaudière - Appalaches						
Acier Majeau inc.	2008	CDév	-	1 417	-	1 417
Acier Trimax inc.	2009	CDév	-	975	-	975
Chariots élévateurs du Québec inc. (Les)	2009	CDév	-	243	-	243
CHEQ FM 101,3 (9174-8004 Québec inc.)	2007	CDév	200	208	-	408
CIF Métal Itée	2005	IM & R	4 870	-	-	4 870
Distribution Eugène Gagnon inc.	2006	CDév	-	1 000	-	1 000
Ebi-tech inc.	2007	CDév	-	267	-	267
Émile Bilodeau et Fils inc.	2008	CDév	-	428	-	428
Groupe HBS inc.	2010	CDév	-	400	-	400
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	CDév	-	279	-	279
K-2 Portes d'acier inc.	2008	CDév	-	148	-	148
Marquis Imprimeur inc.	2007	CDév	500	808	-	1 308
Matiss inc.	2002	CDév	-	410	-	410
Métal Bernard inc.	2010	CDév	-	1 925	-	1 925
MTI Canada inc.	2008	CDév	-	2 370	-	2 370
Poutrelles Delta inc.	2006	CDév	-	240	-	240
Produits de plancher Finitec inc.	2007	CDév	-	925	-	925
Services Bivac St-Georges inc.	2009	CDév	-	284	-	284
Structures D.L.D. Itée	2008	CDév	-	311	-	311
Tibetral Système inc.	2006	CDév	400	325	300	1 025
Transfab Énergie inc.	2006	CDév	-	100	-	100
Transport de l'Amiante	2006	CDév	-	83	-	83
Total Chaudière - Appalaches			5 970	13 146	300	19 416

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2010

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Débiteures et avances	Débiteures et avances	
			\$	\$	\$	\$
Côte-Nord						
Granulco inc.	2009	CDév	-	238	-	238
Interconnect inc.	2006	CDév	-	103	-	103
Simard Suspensions inc.	2009	CDév	-	1 000	-	1 000
Solugaz inc.	2007	CDév	-	525	-	525
Total Côte-Nord			-	1 866	-	1 866
Estrie						
Camoplast inc.	2002	IM & R	23 171	-	-	23 171
Cogiscan inc.	2002	IT	849	1 215	321	2 385
Complexe sportif Interplus	2007	CDév	-	273	-	273
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	CDév	-	1 626	-	1 626
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	CDév	-	1 538	-	1 538
CoopTel, coop de télécommunication	2009	CDév	-	3 000	-	3 000
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	CDév	-	1 000	-	1 000
Électro-5 inc.	2009	CDév	-	400	-	400
Extermination Cameron inc.	2005	CDév	-	145	-	145
FilSpec inc.	2004	CDév	1 138	-	-	1 138
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	CDév	440	84	-	524
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	CDév	-	400	-	400
IPS Thérapeutique inc.	2002	CDév	80	-	-	80
L.P. Royer inc.	2010	CDév	-	2 000	-	2 000
Mésotec inc.	2005	CDév	2 104	-	-	2 104
Mirazed inc.	2007	CDév	330	1 095	-	1 425
Multi X inc.	2006	CDév	-	476	-	476
Pétroles O. Archambault et Fils inc. (Les)	2008	CDév	-	302	-	302
Roulottes R.G. inc. (Les)	2009	CDév	-	237	-	237
Société Industrielle de Décolletage et d'Outillage (S.I.D.O.) ltée	2005	IM & R	724	-	-	724
Tranzyme Pharma inc.	2003	CR – Santé	6 066	1 700	-	7 766
Total Estrie			34 902	15 491	321	50 714
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Ateliers CFI Métal inc. (Les)	2009	CDév	-	288	-	288
Azentic inc.	2006	CDév	-	289	-	289
Construction L.F.G. inc.	2009	CDév	-	1 000	-	1 000
Éocycle Technologies inc.	2004	CDév	1 255	-	-	1 255
Gestion C.T.M.A. inc.	2007	CDév	-	1 650	-	1 650
Groupe alimentaire RT ltée	2005	CDév	-	201	-	201
Hôtel Baker ltée	2007	CDév	-	232	-	232
Pesca Conseillers en biologie inc.	2007	CDév	-	321	-	321
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			1 255	3 981	-	5 236
Hors Canada						
Pharmaxis Ltd	2010	CR – Santé	1 618	-	-	1 618
Total Hors Canada			1 618	-	-	1 618

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2010

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Débitures et avances	Débitures et avances	
			\$	\$	\$	\$
Lanaudière						
9210-7614 Québec inc. (Promotion SDM)	2009	CDév	-	500	-	500
Gestion P.R. Maintenance inc.	2006	CDév	-	183	-	183
Nicorp inc.	2006	CDév	-	76	-	76
Ravenco (1991) inc.	2006	CDév	300	282	-	582
Total Lanaudière			300	1 041	-	1 341
Laurentides						
J.L. Brissette ltée	2008	CDév	125	125	-	250
Total Laurentides			125	125	-	250
Laval						
Investissements Canadiens Libanais Corp. ltée (Les)	2007	CDév	-	3 000	-	3 000
NuEra Air inc.	2005	CDév	-	1 418	-	1 418
Technologies 20-20 inc.	2002	IT	863	-	-	863
Total Laval			863	4 418	-	5 281
Mauricie						
Atelier d'usinage Tifo inc.	2006	CDév	-	135	-	135
Ébénisterie St-Tite inc.	2005	CDév	-	173	-	173
Groupe Soucy inc.	2008	CDév	-	392	-	392
Innovations Voltflex inc.	2006	CDév	17	300	50	367
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	IM & R	-	8 419	-	8 419
Morand Excavation inc.	2007	CDév	-	361	-	361
Plomberie René Gilbert ltée	2009	CDév	-	383	-	383
Premier Aviation Centre de révision inc.	2005	CDév	-	1 480	-	1 480
RGF Électrique inc.	2009	CDév	-	850	-	850
Solus Sécurité inc.	2006	CDév	-	1 455	-	1 455
Total Mauricie			17	13 948	50	14 015
Montérégie						
Acema Importations inc.	2008	CDév	-	220	-	220
Approvisionnement populaire inc.	2009	CDév	-	429	-	429
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	CDév	-	4 788	-	4 788
Climatisation Mixair inc.	2008	CDév	-	220	-	220
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	IM & R	5 826	8 740	-	14 566
Équipement militaire Mil-Quip inc.	2007	CDév	-	403	-	403
Galenova inc.	2006	CDév	-	615	-	615
Groupe Jafaco Gestion inc.	2009	CDév	-	2 250	-	2 250
Maçonnerie Rainville et Frères inc.	2007	CDév	-	262	-	262
Mini-Centrales de l'Est inc.	2006	CDév	-	200	-	200
Miss Arachew inc.	2006	CDév	-	266	-	266
Normandin inc.	2010	CDév	-	1 000	-	1 000
Reproductions BLB inc. (Les)	2004	CDév	163	994	-	1 157
Ricardo Média inc.	2009	CDév	-	800	-	800
Salerno Pellicule et Sacs de plastique (Canada) inc.	2007	CDév	353	1 634	-	1 987
Soleil Communication-Marketing ltée	2007	CDév	-	150	-	150
Station Skyspa inc.	2010	CDév	-	900	-	900
Total Montérégie			6 342	23 871	-	30 213

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2010

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées \$	Débitures et avances \$	Débitures et avances \$	
Montréal						
3CI inc.	2007	CDév	1 500	2 500	-	4 000
9031-1671 Québec inc. (Fondations Prétech)	2008	CDév	-	488	-	488
9217-0935 Québec inc. (MVM)	2009	IT	-	250	-	250
Acti-Menu inc.	2005	CDév	1 010	-	-	1 010
Active Tech Electronics Inc.	2008	CDév	1 250	2 250	340	3 840
Aegera Therapeutics Inc.	2002	CR – Santé	6 382	-	-	6 382
Alyotech Canada inc.	2006	IM & R	6 886	-	-	6 886
Ambrilia Biopharma inc.	2003	CR – Santé	3 316	1 683	-	4 999
APTITUDE, Service de consultation en réadaptation profession	2006	CDév	-	-	149	149
Cavalia inc	2010	IM & R	-	1 000	-	1 000
Chaussures STC inc. (Les)	2009	CDév	-	867	-	867
Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	2005	IT	-	1 347	-	1 347
Coopérative travailleurs actionnaire de Magnus Poirier	2009	CDév	-	641	-	641
Coradiant (Canada) inc.	2004	IT	11 050	-	-	11 050
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	CDév	290	387	-	677
Enobia Pharma inc.	2005	CR – Santé	13 438	-	-	13 438
Formédica ltée	2009	CDév	4 200	-	-	4 200
GES Technologies inc.	2007	CDév	-	328	-	328
Groupe de Jeux Amaya inc.	2010	CDév	-	1 475	-	1 475
Groupe Tapico inc.	2009	CDév	-	200	-	200
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	IM & R	3 000	3 750	-	6 750
La Coop fédérée	2005	CDév	-	25 000	-	25 000
LiquidXStream Systems inc	2007	IT	5 000	2 000	-	7 000
LxData inc.	2002	IT	10 917	-	-	10 917
Manutention Québec inc.	2007	CDév	-	1 910	-	1 910
Mon Mannequin Virtuel inc.	2005	IT	14	2 000	242	2 256
Negotium Technologies	2008	IT	48	-	-	48
Osprey Pharmaceuticals Limited	2003	CR – Santé	2 877	137	-	3 014
Pensée & Mouvement Artificiels inc. (A2M)	2002	IT	1 186	-	-	1 186
Technologies Miranda inc.	2002	IT	1 998	-	-	1 998
Tungle Corporation	2007	IT	1 661	-	-	1 661
Total Montréal			76 023	48 213	731	124 967
Outaouais						
Cactus Commerce inc.	2004	IT	800	-	-	800
Coopérative forestière de l'Outaouais	2006	CDév	-	184	-	184
Evolutel inc.	2008	CDév	-	239	-	239
Expertronic (3573851 Canada inc.)	2008	CDév	-	433	-	433
Groupement forestier du Pontiac inc.	2006	CDév	-	115	-	115
Service domicile Outaouais (3130606 Canada inc.)	2007	CDév	-	23	-	23
Total Outaouais			800	994	-	1 794
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
9137-1666 Québec Inc. (Constructions P3L)	2007	CDév	-	816	-	816
Alutrans Canada inc.	2008	CDév	150	150	-	300
Charcuterie L. Fortin ltée	2008	CDév	-	290	-	290
Constructions Proco inc.	2007	CDév	500	380	-	880
Coopérative Forestière de Girardville	2007	CDév	-	367	-	367
Démolition et excavation Demex inc.	2008	CDév	-	419	-	419
Ébénisterie André Potvin inc.	2008	CDév	125	125	-	250
Échafaudage Industriel inc.	2010	CDév	-	494	-	494

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2010

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
			Actions ordinaires et privilégiées	Débentures et avances	Débentures et avances	
Entreprises Alfred Boivin inc. (Les)	2007	CDév	-	734	-	734
Entreprises Forestières N.T. inc. (Les)	2005	CDév	-	12	-	12
Environnement Sanivac inc.	2009	CDév	-	500	-	500
Frigon Électrique inc.	2005	CDév	-	31	-	31
Groupe Canmec inc.	2004	IM & R	3 286	1 489	-	4 775
Groupe Nokamic inc.	2005	CDév	-	210	-	210
Immeubles Ultra-Violet inc.	2010	CDév	-	1 000	-	1 000
Luzerne Belcan Lac-Saint-Jean inc. (Les)	2002	CDév	527	57	-	584
Nature 3M inc.	2002	CDév	-	48	-	48
Scierie Gauthier ltée	2006	CDév	-	455	-	455
Services de soins de santé Opti-Soins inc. (Les)	2008	CDév	400	373	-	773
Services Nolitrex inc.	2008	CDév	500	500	-	1 000
Transports Réjean Fortin inc.	2006	CDév	-	67	-	67
Végétolab inc.	2003	CDév	32	108	-	140
Viandes C.D.S. inc. (Les)	2006	CDév	405	65	-	470
Vieille Garde inc. (La)	2009	CDév	-	163	-	163
Vitrierie A. & E. Fortin inc.	2010	CDév	300	300	-	600
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			6 225	9 153	-	15 378
Fonds						
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	Fonds	42 186	-	-	42 186
Fier Partenaires, société en commandite	2005	Fonds	8 349	-	-	8 349
Fonds d'investissement MSBI, société en commandite	2004	Fonds	8 211	-	-	8 211
iNovia Capital inc. (anc. Gestion MSBI inc.)	2004	Fonds	154	-	-	154
Novacap Industries III s.e.c.	2007	Fonds	904	-	-	904
Novacap Technologies III s.e.c.	2007	Fonds	4 072	-	-	4 072
Total Fonds			63 876	-	-	63 876
Total au coût			235 966	201 921	1 743	439 630

Légende par secteur d'activité

Cdév:	Capital de développement
IM & R:	Investissements majeurs et rachats d'entreprises
IT:	Innovations Technologiques
CR – Santé:	Capital de risque - Santé
Fonds	Fonds

Ce relevé des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 3 des états financiers de la Société.

**Capital régional et coopératif
Desjardins**

Relevé des autres investissements
Au 30 juin 2010

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 30 juin 2010

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations (83,7 %)				
Obligations fédérales et garanties (34,8 %)				
PSP Capital inc.	2013-12-09, 4,57 %	3 000	3 126	3 190
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2012-06-01, 3,40 %	43 000	42 810	44 425
	2013-09-15, 3,55 %	7 500	7 754	7 810
	2013-12-01, 4,90 %	11 000	11 142	11 929
	2014-09-15, 1,23 %	10 300	10 426	10 398
	2014-09-15, 2,75 %	20 883	20 597	21 059
	2015-03-15, 1,01 %	43 500	43 584	43 503
	2015-03-15, 2,95 %	13 000	12 974	13 166
	2016-02-01, 4,25 %	10 700	10 998	11 499
	2017-02-01, 4,35 %	7 500	7 621	8 095
	2018-12-15, 4,10 %	11 100	11 422	11 667
	2020-03-15, 3,75 %	12 700	12 613	12 899
Total obligations fédérales et garanties		194 183	195 067	199 640
Obligations provinciales et garanties (27,7 %)				
CDP Financière	2015-07-15, 1,02 %	29 000	29 095	29 008
Financement-Québec	2015-12-01, 4,25 %	14 200	14 369	14 996
Hydro-Québec	2012-07-16, 3,90 %	5 000	4 963	5 201
Municipal Finance Authority of British Columbia	2016-04-19, 4,65 %	4 500	4 684	4 831
	2019-06-03, 4,88 %	2 600	2 749	2 776
Office Ontarien de Financement de l'Infrastructure Stratégique	2015-06-01, 4,60 %	3 000	3 043	3 192
Ontario School Boards Financing Corporation	2011-10-19, 5,90 %	1 000	1 044	1 056
Ontrea inc.	2013-04-09, 5,57 %	3 300	3 468	3 574
Province de l'Ontario	2013-06-02, 4,75 %	12 025	12 637	12 874
	2014-03-08, 5,00 %	28 000	30 137	30 410
	2016-03-08, 4,40 %	1 500	1 560	1 598
	2020-06-02, 4,20 %	8 000	7 931	8 148
Province du Québec	2017-12-01, 4,50 %	4 045	4 127	4 278
	2018-12-01, 4,50 %	5 550	5 624	5 823
	2019-12-01, 4,50 %	22 584	22 979	23 519
	2020-12-01, 4,50 %	2 000	1 993	2 070
Ville de Laval	2015-03-12, 4,30 %	1 156	1 146	1 205
Ville de Montréal	2017-12-01, 5,00 %	2 500	2 568	2 661
	2019-12-01, 5,45 %	1 000	1 065	1 082
Ville de Vancouver	2011-02-21, 5,85 %	150	154	155
		151 110	155 336	158 457

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 30 juin 2010

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations d'institutions financières (17,1 %)				
Banque de Montréal	2012-06-21, 5,20 %	2 750	2 777	2 893
	2016-04-21, 5,10 %	5 500	5 756	5 819
	2018-05-02, 6,02 %	1 650	1 780	1 870
Banque de Nouvelle-Écosse	2013-03-27, 4,99 %	13 480	14 086	14 177
Banque Nationale du Canada	2014-12-22, 4,93 %	3 100	3 203	3 266
Banque Royale	2013-03-11, 4,84 %	14 500	15 204	15 229
	2014-12-22, 4,71 %	1 645	1 640	1 758
	2015-06-15, 4,35 %	2 300	2 299	2 356
	2017-01-25, 3,66 %	1 000	1 000	1 002
Banque Toronto Dominion	2011-10-28, 4,87 %	7 309	7 484	7 579
	2012-11-01, 5,38 %	3 000	3 198	3 181
	2013-06-03, 5,69 %	5 400	5 665	5 804
	2018-07-09, 5,83 %	1 500	1 622	1 649
Bear Stearns	2012-07-20, 4,35 %	1 500	1 539	1 547
Capital Desjardins	2014-04-01, 5,76 %	6 000	6 324	6 503
	2020-05-05, 5,19 %	3 000	3 000	3 106
CI Financial Corp	2012-12-17, 3,30 %	716	716	723
Financière Manuvie	2019-04-08, 7,77 %	500	571	605
Financière Sun Life	2012-06-30, 6,15 %	935	953	997
	2018-01-30, 5,59 %	1 000	1 001	1 060
	2019-07-02, 5,70 %	1 000	1 083	1 077
Financière Wells Fargo	2012-09-13, 5,20 %	1 665	1 723	1 757
	2015-06-30, 4,38 %	500	481	517
First Capital Realty	2015-06-01, 5,95 %	1 000	1 047	1 062
GE Capital	2013-06-06, 5,15 %	5 000	5 108	5 282
	2015-02-11, 4,65 %	2 000	2 008	2 076
	2017-01-17, 4,55 %	400	382	405
Great-West Lifeco inc.	2018-03-21, 6,14 %	1 000	980	1 120
Honda Canada Finance	2013-05-09, 5,08 %	1 200	1 207	1 270
Industrielle Alliance	2014-03-27, 8,25 %	475	537	546
JP Morgan Chase & Co	2016-02-22, 5,06 %	750	726	754
Services financiers Caterpillar	2012-06-01, 4,94 %	400	395	421
TD Capital	2017-12-18, 5,76 %	600	576	642
Total obligations d'institutions financières		92 775	96 071	98 053
Obligations de sociétés (4,1 %)				
Aéroport d'Ottawa	2017-05-02, 4,73 %	150	149	157
Aéroports de Montréal	2012-04-16, 6,35 %	80	82	86
Bell Canada	2014-06-30, 4,85 %	1 400	1 470	1 478
	2017-02-15, 5,00 %	500	521	521
BMW Canada inc.	2013-03-28, 3,22 %	300	300	303
British Columbia Ferry Service inc.	2014-05-27, 5,74 %	100	105	110
CU inc.	2017-11-22, 6,15 %	500	535	575
Enbridge inc.	2014-01-29, 5,57 %	500	522	549
Encana inc.	2018-01-18, 5,80 %	450	451	495
Epcor Utilities	2018-01-31, 5,80 %	489	452	543
Greater Toronto Airport	2012-12-13, 6,25 %	1 000	1 052	1 089
	2017-06-01, 4,85 %	605	595	636

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 30 juin 2010

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Valeur du marché \$
Obligations de sociétés (suite)				
Hydro One inc.	2012-11-15, 5,77 %	3 439	3 660	3 705
Hydro Ottawa	2015-02-09, 4,93 %	115	117	124
Loblaws	2016-06-01, 7,10 %	1 226	1 423	1 429
	2020-06-18, 5,22 %	1 000	999	1 032
NAV Canada	2016-02-24, 4,71 %	500	493	535
Nova Scotia Power	2013-10-01, 5,75 %	800	822	873
Ressources naturelles Canada	2015-06-01, 4,95 %	500	486	532
Rogers Communications	2016-05-26, 5,80 %	1 000	998	1 087
Shaw Communications	2019-10-01, 5,65 %	1 000	1 019	1 035
Shoppers Drug Mart	2013-06-03, 4,99 %	690	730	732
Suncor Energy	2018-05-22, 5,80 %	400	345	435
Telus inc.	2014-05-15, 4,95 %	1 000	1 028	1 056
	2019-12-04, 5,05 %	1 000	994	1 012
Thomson Reuters Corp	2015-07-15, 5,70 %	1 500	1 630	1 658
Toronto Hydro	2013-05-07, 6,11 %	250	258	274
TranSCANADA Pipeline	2014-01-15, 5,65 %	1 000	1 026	1 095
Westcoast Energy	2013-12-30, 8,30 %	428	472	504
Total obligations de sociétés		21 922	22 734	23 660
Total obligations		459 990	469 208	479 810
Instruments de marché monétaire (12,3 %)				
Bons du Trésor du Québec	2010-10-26, 0,55 %	35 800	35 735	35 735
Caisse centrale Desjardins	2010-07-05, 0,50 %	10 000	10 000	10 000
Province du Québec (obligations à coupons détachés)	2010-12-01, 0,99 %	25 000	24 878	24 878
Total instruments de marché monétaire		70 800	70 613	70 613
Contrats de change (-0,1 %)				
Caisse centrale Desjardins	2010-09-30, 1,06005 \$ CA/\$ US	56 600 US	s.o.	(294)
Couverture d'investissements à impact économique québécois				
Total contrats de change		56 600 US	s.o.	(294)
Actions privilégiées (4,0%)				
Banque de Nouvelle-Écosse	Perpétuelle, 5,60 %	20 000	505	495
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 5,85 %	6 200	165	152
Banque Royale	Perpétuelle, taux variable	20 000	500	544
	Perpétuelle, 4,50 %	50 000	1 260	988
Banque Toronto Dominion	Perpétuelle, 4,85 %	60 000	1 247	1 273

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non vérifié)

Au 30 juin 2010

(en milliers de dollars)

Description		Nombre d'actions	Coût \$	Valeur du marché \$
Actions privilégiées (suite)				
CIBC	Perpétuelle, 5,75 %	17 000	454	412
	Perpétuelle, 5,50 %	15 000	401	347
	Perpétuelle, 5,60 %	15 000	401	353
Corporation Financière Power	Perpétuelle, taux variable	77 800	1 970	1 731
	Perpétuelle, 5,75 %	10 000	220	237
	Perpétuelle, 6,00 %	95 000	2 528	2 356
	Perpétuelle, 4,95 %	25 000	658	515
	Perpétuelle, 5,10 %	10 000	263	213
Corporation Power du Canada	Perpétuelle, 5,00 %	55 400	1 212	1 146
Financière Manuvie	Perpétuelle, 4,10 %	75 500	2 038	1 931
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,75 %	82 000	1 755	1 632
	Perpétuelle, 4,80 %	30 300	782	606
Great-West Lifeco inc.	Perpétuelle, 5,20 %	145 000	3 816	3 144
	Perpétuelle, 6,00 %	30 000	737	778
Industrielle Alliance	Perpétuelle, 4,60 %	15 000	243	288
	Perpétuelle, 6,20 %	16 700	415	447
	Perpétuelle, 6,00 %	120 000	2 950	2 993
Total actions privilégiées			24 520	22 581
Fonds de fonds de couverture (0,1 %)				
DGAM ASF, série B		145 047	4 004	322
Total fonds de fonds de couverture			4 004	322
Total autres investissements (100,0 %)			568 345	573 032
Engagements afférents à des titres vendus à découvert				
Gouvernement du Canada	2019-06-01, 3,75 %	4 000	4 157	4 233
	2020-06-01, 3,50 %	2 000	2 049	2 072
		6 000	6 206	6 305
Titres acquis en vertu de convention de revente				
Au 30 juin 2010, la Société est partie à des conventions de revente en vertu desquelles elle a acquis des obligations fédérales qu'elle s'est engagée à revendre le 6 juillet 2010 à un prix fixé à 6 294 000 \$. Au 30 juin 2010, la juste valeur des obligations acquises en vertu de ces conventions est de 6 305 000 \$.				
Titres vendus en vertu de convention de rachat				
Au 30 juin 2010, la Société est partie à des conventions de rachat en vertu desquelles elle a vendu des obligations fédérales et provinciales qu'elle s'est engagée à racheter le 6 juillet 2010 à un prix fixé à 60 181 000 \$. Au 30 juin 2010, la juste valeur des obligations vendues en vertu de ces conventions est de 60 138 000 \$.				

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires
Au 30 juin 2010

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non vérifié)

Au 30 juin 2010

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées \$	Déventures et avances \$	Déventures et avances \$	
31 décembre 2009	Desjardins – Innovatech S.E.C.	57,4			
	AAT inc.	14	728	-	742
	Albert Perron inc.	653	747	-	1 400
	Aqua-Biokem BSL inc.	936	-	293	1 229
	Boisaco inc.	1 723	-	-	1 723
	Concept Mat inc. et 9200-7848 Québec inc.	-	335	-	335
	Éocycle Technologies inc.	716	51	-	767
	Équipements Comact inc.	287	716	-	1 003
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	-	806	806
	Groupe Ohméga inc.	98	115	-	213
	Gyro-Trac Côte Ouest inc.	-	-	408	408
	Gyro-Trac inc. (9163-2521 Québec inc.)	1 311	-	-	1 311
	KGI Systèmes automobiles inc.	-	-	445	445
	Marinard Biotech inc.	29	207	-	236
	Menu-Mer ltée	-	211	-	211
	Produits forestiers Lamco inc.	328	-	-	328
	Rocmec Mining inc.	-	-	460	460
	Autres compagnies (9) inférieures à 175 000 \$	188	260	484	932
		6 283	3 370	2 896	12 549
	Fonds engagés mais non déboursés				287
					12 836

Ce répertoire non vérifié détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés et partenaires dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$.